

cyberpresse.ca

LA PRESSE

SURPLUS DE LA CAISSE D'ASSURANCE EMPLOI

Une victoire? Ah bon

LA CHRONIQUE
D'YVES BOISVERT PAGE A7



ÉCHEC DU RACHAT
DE BCE PILOTÉ
PAR TEACHERS'

UNE FACTURE SALÉE

La société réclame
des frais de rupture
de 1,2 milliard

LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 1 À 5

AUTOMOBILE

Le Sénat américain
dit non au plan d'aide

PAGE A19

Les
adéquistes
ont boudé
les urnes

UNE ANALYSE
POST-ÉLECTORALE
DE VINCENT MARISSAL
PAGE A10

GOLDEN GLOBES

Heath Ledger
sélectionné à titre
posthume

ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1



Heath Ledger
PHOTO REUTERS

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Quel est le point commun
entre Stephen Harper et un
sapin de Noël? Les deux
se demandent ce qu'on va
faire d'eux après les Fêtes.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE
Des policiers se préparaient hier
à sécuriser et à évacuer un secteur
du campus de l'UQAM.

ÉMOI ET BRANLE-BAS

Des balles de calibre 22 trouvées dans une classe et la détonation de pétards
ont provoqué l'émoi et une commotion monstre hier à l'UQAM et dans
le centre-ville. En plus de raviver de douloureux souvenirs.

NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES ET DE PHOTOGRAPHES RACONTE PAGES A2 À A5

Un après-midi de chien

LA CHRONIQUE DE MICHÈLE OUMET PAGE A5

EXCLUSIF > SYNDICALISATION DES TRAVAILLEUSES EN MILIEU FAMILIAL

VERS UNE FACTURE DE PLUS D'UN MILLIARD

Le gouvernement Charest regrettera-t-il de s'être abstenu de contester le jugement
de la Cour supérieure en pleine campagne électorale?

DENIS LESSARD PAGE A9

CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT

Le Canada accusé de « violer » les droits des autochtones

FRANÇOIS CARDINAL EN POLOGNE PAGE A18

AÉROPORTS CANADIENS

Les gangs criminels pullulent

CAROLINE TOUZIN PAGE A21

SCANDALE DE CORRUPTION EN ILLINOIS

Obama nie toute tractation avec le gouverneur

NICOLAS BÉRUBÉ PAGE A22



ROD
BLAGOJEVICH
ET BARACK
OBAMA

LECAVALIER ET ST-LOUIS 3 CANADIEN 1



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE
Le Lightning de Tampa Bay a beau occuper le dernier rang de la LNH, ses deux
joueurs étoiles ont joué un mauvais tour au Tricolore, hier soir, au Centre Bell.
Le CH a de plus perdu les services de son capitaine Saku Koivu.
NOS INFORMATIONS EN PAGES 1 À 3 DU CAHIER SPORTS

Chez nous, les voyages d'affaires ne s'arrêtent pas le vendredi.

ENREGISTREZ
2 BAGAGES
GRATUITEMENT*

Winnipeg

139\$

Vol sans escale
chaque jour

Vancouver

174\$

Vol sans escale
chaque jour

Réservez d'ici au 17 décembre 2008.
Voyagez un mardi ou un mercredi d'ici au 28 février 2009*.

Réservez sur westjet.com ou communiquez avec votre agent de voyages.
Pour tout renseignement, composez le 1 877 956 6982.



WESTJET
PARCE QUE LE PROPRIO Y TIENT

ALERTE À L'UQAM



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE
Le quadrilatère autour du pavillon de l'Éducation de l'UQAM a été fermé.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE
Personne n'a cédé à la panique.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE
L'alerte a causé une importante opération policière.

MAUVAISE BLAGUE OU

ON A TOUT DE SUITE PENSÉ À DAWSON, À CONCORDIA, ET MÊME À POLYTECHNIQUE. HEUREUSEMENT, LA CRAINTE QU'UN TIREUR FOU SE SOIT INTRODUIT À L'UQAM, HIER APRÈS-MIDI, S'EST RAPIDEMENT ÉVAPORÉE. MAIS PAS SANS AVOIR CRÉÉ UNE COMMOTION MONSTRE : UN PAVILLON ÉVACUÉ, DES PARENTS AUX ABOIS, TROIS CHOCS NERVEUX, LA CIRCULATION EMBOUTEILLÉE DANS LE CENTRE-VILLE. ET TOUS LES MÉDIAS SUR LES DENTS.



ANDRÉ DUCHESNE

Le spectre des drames de Polytechnique, de Concordia et de Dawson s'est profilé hier après-midi à la suite de la découverte de projectiles de calibre 22, de pétards éclatés et de couteaux dans le pavillon de l'Éducation de l'Université du Québec à Montréal. On ne connaît pas encore les raisons qui ont poussé un ou des individus à commettre ces gestes qui ont causé beaucoup d'émoi, mais, fort heureusement, l'affaire n'a pas eu de suite fâcheuse. Après vérification, personne n'a été blessé par balle et tout le monde a été évacué sain et sauf. Trois personnes ont cependant subi un choc nerveux.

L'édifice, aussi appelé « pavillon N », a été fermé pour la journée. Mais les choses suivaient leur cours normal dans les autres pavillons de l'institution du centre-ville.

Tout a commencé vers 13 h 40 dans un local du pavillon de l'Éducation sis à l'intersection

Après avoir investi les lieux en grand nombre, les policiers ont retrouvé des pétards éclatés près d'une cage d'ascenseur.

du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Denis. Pierre Luxon, employé du service de l'entretien, a découvert un sac bourgogne sur lequel était déposé ce qui ressemblait à des douilles.

Or, à peu près au même moment, des étudiants se trouvant dans le pavillon ont entendu des détonations. « Vers 13 h 45, j'ai entendu quatre ou cinq détonations. Je pensais que c'était des pétards », a déclaré Edwin Ceden, étudiant en administration qui se trouvait au niveau métro du pavillon. Cinq minutes plus tard, j'ai vu des policiers descendre les escaliers à toute vitesse. Je n'ai pas fait le lien tout de suite. Puis, je me suis dit que ce que j'avais entendu était sûrement des coups de feu. »

En fait, sa première impression était la bonne. Car après avoir investi les lieux en grand nombre, les policiers ont retrouvé des pétards éclatés près d'une cage d'ascenseur.

Dans le local NM-340, on a par ailleurs découvert un sac à dos, des projectiles de calibre 22 (et non des douilles) ainsi que deux couteaux.

Une dizaine de douilles dans un sac de toile

CATHERINE HANDFIELD

Il était 13 h 40. Les cours de l'après-midi devaient commencer 20 minutes plus tard à l'Université du Québec à Montréal. Comme tous les jours, Pierre Luxon, employé de l'entretien, faisait la tournée des salles de classe avec son chariot. M. Luxon s'appropriait à nettoyer sa cinquième classe au niveau métro du pavillon des sciences de l'éducation quand un professeur l'a interpellé dans le couloir. « Allez voir dans ma classe, lui a lancé le professeur. J'appelle la sécurité depuis un moment déjà, mais personne ne vient. Moi, je ne peux pas donner un cours dans un environnement pareil. » Le professeur a alors immédiatement quitté les lieux. Pierre Luxon est donc allé voir

dans le local que lui désignait le professeur, le M-N340. La salle était vide, mais un sac en toile rouge vin était posé sur une table à l'avant. En s'approchant, M. Luxon a vu une dizaine de ce qui lui semblait des douilles disposées sur le sac et au sol. « J'ai décroché le téléphone rouge du local et appelé la sécurité », a raconté M. Luxon, rencontré dans un couloir de l'UQAM une heure après les événements. Un employé de l'Université s'est rendu sur les lieux quelques minutes plus tard. « Il m'a dit : laissez ça là, les policiers s'en viennent pour évacuer le pavillon », a poursuivi Pierre Luxon, qui travaille pour une entreprise d'entretien privée. Il s'est donc posté devant la porte du local pour empêcher les étudiants d'y entrer. Cinq minutes

plus tard, vers 14 h, les policiers envahissaient les lieux. M. Luxon n'a pas entendu les détonations ayant mené à l'opération policière d'envergure. D'autres en ont toutefois été bien conscients. Benjamin Simard-Jean, étudiant en sciences politiques, devait assister à un cours d'histoire au sous-sol du pavillon d'éducation. Il se trouvait dans un couloir du rez-de-chaussée lorsque le bruit s'est fait entendre. « C'était un gros vacarme, un peu comme si on lançait un casier dans la cage d'escalier », a raconté le jeune homme de 25 ans. Comme ses confrères, Benjamin Simard-Jean ne s'en est pas inquiété et s'est rendu en classe. « Je ne savais pas que tout ça allait prendre tant d'ampleur ! » a conclu Pierre Luxon.



ROLEX

OYSTER PERPETUAL DAY-DATE
EN OR JAUNE 18 CARATS

Disponible chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL (514) 845-4651

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS ET SPECT. 8	Horaire télévision	ARTS ET SPECT. 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 12	Loteries	A 9
Bourses	AFFAIRES 9 et 10	Monde	A 22 et 23
Décès	AFFAIRES 12	Petites annonces	AFFAIRES 6 et 11
Forum	A 24 et 25	Sudoku	AFFAIRES 9 et 10

Météo
Neige en avant-midi et en après-midi, maximum -3, minimum -10. AFFAIRES 8



De nombreux parents ont tenté de joindre leurs enfants sur leur cellulaire.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE



Tout le monde a été évacué sain et sauf.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

TUERIE AVORTÉE?

Des images obtenues par les caméras de surveillance laissent croire aux policiers qu'il y a un lien direct entre les pétards et le sac, a indiqué Alain Simoneau, commandant du poste de quartier numéro 21 du SPVM, hier soir sur les ondes de Radio-Canada.

Une fouille bredouille

Une fois les appels du 9-1-1 transférés, de nombreuses voitures de police ainsi que des ambulances se sont précipitées aux abords du pavillon. Une fouille minutieuse a été entreprise dans l'espoir de retrouver un suspect. Tous les étages de l'édifice, qui en compte une dizaine, ont été passés au peigne fin.

Pendant ce temps, les étudiants et le personnel avaient reçu la consigne de demeurer dans les locaux où ils se trouvaient. Des messages réguliers étaient transmis par intercom. Certains les ont accueillis avec calme. Mais pour d'autres, ce message d'une

situation d'urgence a suscité des inquiétudes. Alors que la nouvelle a commencé à se répandre dans les médias électroniques, des parents, inquiets, ont commencé à joindre leurs enfants sur leurs téléphones cellulaires.

«C'était un peu confus comme message, ce qu'on nous a envoyé

« Il n'y avait pas de panique, mais en sortant, on a vu 25 policiers, des ambulances. On s'est dit, c'est comme à Dawson. »

dans l'intercom. Personne ne courait. Il n'y avait pas de panique, mais en sortant, on a vu 25 policiers, des ambulances. On s'est dit, c'est comme à Dawson », a déclaré Jonathan Hille, étudiant.

«C'est plus ou moins inquié-

tant. On essaie de ne pas paniquer et on regarde sur l'internet ce qui se passe », a déclaré Vicky, secrétaire de direction au département des sciences religieuses. Cette dernière s'est enfermée dans un bureau du département avec une collègue et une étudiante. En regardant par la fenêtre, elles ont pu apercevoir des dizaines de policiers se précipitant à l'intérieur du pavillon.

Plusieurs artères importantes se trouvant dans le secteur (René-Lévesque, Sanguinet, Saint-Denis, etc.) ont été fermées à la circulation, ce qui a créé des embouteillages. Les accès souterrains menant du pavillon Judith-Jasmin à la station de métro Berri-UQAM ont été fermés. Les parents d'enfants d'une garderie sise dans le pavillon Hubert-Aquin sont venus chercher leurs bambins.

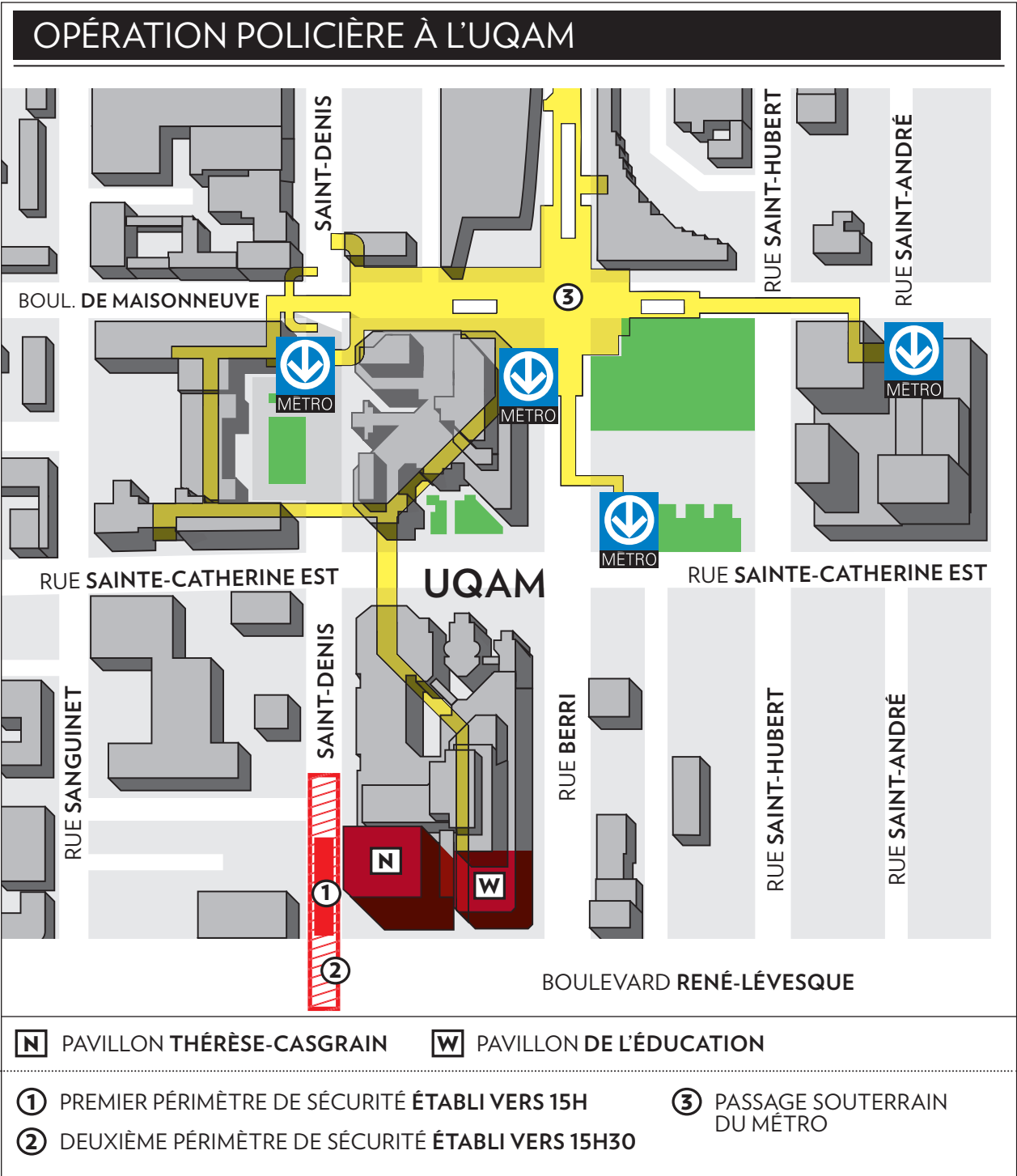
Outre les pétards, les couteaux et les balles de calibre 22, les

policiers n'ont finalement rien trouvé d'autre. Par contre, des images enregistrées sur les caméras de surveillance font voir la présence d'un individu suspect, a indiqué l'agente Anie Lemieux, porte-parole du SPVM.

« Pour le moment, aucun suspect n'a été arrêté », a-t-elle ajouté. À 18h55, l'opération policière était terminée et les choses sont rentrées dans l'ordre.

« On ne comprend pas encore ce qui s'est passé. Est-ce une mauvaise plaisanterie? À ce stade-ci, je ne peux pas vous le dire. Mais l'important, c'est que le dénouement soit quand même positif et qu'il n'y a pas eu d'incident grave », a pour sa part déclaré Daniel Hébert, directeur des communications de l'Université du Québec à Montréal.

Avec la collaboration de Catherine Handfield, Caroline Touzin, Tristan Pélouquin, Hugo Meunier, Émilie Côté et Katia Gagnon.



LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

AUTOUR DE 13H40

Pierre Luxon, un employé d'entretien, est appelé au local NM-340 par un professeur qui se prépare à y donner un cours. Un sac de sport rouge vin est sur un pupitre. Une douzaine de douilles se trouvent sur le sac et sur le sol. M. Luxon contacte immédiatement la sécurité de l'UQAM. À peu près au même moment, des bruits pouvant s'apparenter à des coups de feu sont entendus sur place autour de 13h40.

13H45

Le Service de police de Montréal reçoit un appel pour un colis suspect et des détonations dans les pavillons N et W.

13H50

Les étudiants des pavillons N et W de l'UQAM entendent un message dans l'intercom. On demande à ceux qui sont à la bibliothèque d'évacuer les lieux. Les étudiants qui sont dans des salles de cours sont invités à y demeurer. « Il s'agit d'une situation d'urgence », précise le recteur, Claude Corbo.

ENTRE 14H ET 14H30

Évacuation des premiers étudiants de la bibliothèque.

15H15

Le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert, donne son premier point de presse où il précise qu'il s'agit de mesures préventives. « Pour l'instant, il n'y a aucune trace de blessés. »

15H20

L'agent Raphaël Bergeron, du SPVM, donne un point de presse: « Pour l'instant, il n'y a personne de blessé, ni aucune trace de sang à l'intérieur. »

17H25

Réouverture du passage souterrain menant vers le métro.

CYBERPRESSE.CA

Notre journaliste Tristan Pélouquin était sur place. Pour voir la vidéo, cliquez sur www.cyberpresse.ca/video

Pour voir notre galerie de photos, visitez www.cyberpresse.ca/uqam

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE



Des fenêtres de l'UQAM, des membres du personnel regardaient ce qui se passait à l'extérieur. Certains ont vu les voitures de police arriver, toutes sirènes allumées, puis les policiers s'engouffrer dans l'immeuble.

Inquiets, mais pas paniqués

Du personnel de l'UQAM et des étudiants se sont confinés de longues heures dans leurs locaux

CAROLINE TOUZIN
KATIA GAGNON
ET ÉMILIE CÔTÉ

Dès le premier message d'urgence transmis dans l'intercom, l'enseignante Isabelle Nadeau a eu le réflexe de mettre deux tables devant la porte, de fermer les lumières et de se cacher dans le fond d'une classe du pavillon des sciences de l'Éducation avec une vingtaine de collègues.

Pendant trois heures, ces enseignantes de la CSDM qui suivaient une formation à l'UQAM sont restées silencieuses. Si silencieuses qu'aucun policier ni agent de sécurité ne sont venus les voir au sixième étage du pavillon sous haute surveillance. « Dès que quelqu'un parlait, on lui disait: "Chut, chut." On ne voulait pas attirer l'attention d'un éventuel tireur », raconte M^{me} Nadeau. Vers 17h, des policiers les ont finalement évacuées.

« Après Dawson, on a reçu une formation pour savoir comment réagir dans des cas comme celui-ci », souligne la jeune femme, soulagée de repartir de l'université saine et sauve.

En général, l'inquiétude, mais non la panique, régnait chez le personnel et les étudiants de l'UQAM, dont plusieurs ont été confinés de longues heures à leurs bureaux ou leurs salles de cours.

Philippe Samson, étudiant en enseignement, était dans le bureau d'un professeur au troisième étage du même pavillon, au moment où, peu avant 14 h, un message du recteur Claude Corbo a retenti dans l'intercom. « Nous sommes en situation d'urgence », a déclaré le recteur, en ordonnant aux étudiants qui étaient à la bibliothèque d'évacuer les lieux et aux autres de demeurer dans leurs salles de cours.

Des fenêtres de son bureau, M. Samson a vu les voitures de police arriver, toutes sirènes allumées, puis les policiers s'engouffrer dans l'immeuble. « On est restés dans nos locaux, bien tranquilles. Mais c'était long. Et les rumeurs ont commencé. On disait qu'un gars était entré armé à l'université pour se suicider. » Philippe Samson, qui ne sort jamais sans son appareil photo, a même pris quelques clichés, dont certains sont publiés dans nos pages.

Se ruer vers la garderie

Julie Noël, étudiante en histoire, s'est ruée vers la garderie située dans le pavillon Hubert-Aquin, voisin de celui des sciences de l'Éducation. Son fils de deux ans et demi, Léo, faisait la sieste. « Les éducatrices suivaient la situation sur l'internet. La garderie est situé dans un endroit sécuritaire, mais je ne voulais pas prendre de risque », a dit la jeune mère, son fils dans les bras. De grosses larmes coulaient sur les joues du petit, visiblement secoué de s'être fait réveiller au milieu de sa sieste.

D'autres étudiants, qui se trouvaient à la bibliothèque, ont vécu des moments difficiles en consultant l'internet pour découvrir sur le web ce qui se passait dans leur pavillon. « Tout le monde était sur les nerfs. Ça pleurait et tout le monde était sur le cellulaire », dit Émilie-Catherine Dion.

« Le message qu'on nous a envoyé dans l'intercom était un peu confus. On est sortis, personne ne paniquait, tout le monde marchait. En sortant dans la rue, on a vu 25 policiers, des ambulances. On s'est dit: "c'est comme à Dawson!" », dit Jonathan Hille, étudiant en communication.

« Je pensais que des choses comme ça n'arrivaient que dans les films! », dit Frédéric Bergé, un étudiant en enseignement qui venait tout juste d'être évacué.

Allô maman!

Vers 15h, lorsque nous avons parlé à Julie Saint-Martin, commis aux logiciels à l'École de travail social, elle se trouvait toujours dans un local du pavillon des sciences de l'Éducation avec six autres personnes. Ils avaient tous le nez à la fenêtre pour voir ce qui se passait.

« On écoute la radio, on essaie de s'informer. » Mais le monde extérieur semblait en savoir bien plus long que les principaux intéressés: la mère de Julie Saint-Martin lui a téléphoné et était bien plus au courant des événements de l'UQAM que sa fille!





TAGHeuer
SWISS AVANT-GARDE SINCE 1860

DE QUOI ÊTES-VOUS FAIT ?
What are you made of ?

TIGER WOODS ET SA LINK CHRONOGRAPHE CALIBRE S AVEC CALENDRIER PERPÉTUEL RÉTROGRADE
877-444-0824 www.tagheuer.com



Conséquence de l'alerte à l'UQAM, l'heure de pointe était infernale hier au centre-ville de Montréal, comme ici à l'angle des rues Saint-Denis et Ontario.

Une heure de pointe infernale

CATHERINE HANDFIELD

Le déneigement compliquait déjà les choses. Ajoutez à cela un périmètre de sécurité en plein centre-ville et vous obtenez la recette parfaite pour une heure de pointe infernale. « C'était le bordel partout! » résume Yves Désautels, chroniqueur circulation à la radio de Radio-Canada.

L'opération policière menée hier aux alentours de l'Université du Québec à Montréal a conduit à la fermeture du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Denis dès 15 h. Les deux artères ont été rouvertes en début de soirée seulement.

Ce périmètre de sécurité a causé bien des ennuis aux automobilistes, qui ont mis plusieurs heures à sortir de Montréal. Le centre-ville, le Quartier latin et celui du Centre Bell, où avait lieu une partie de hockey, étaient littéralement bloqués.

« En après-midi, un chauffeur d'autobus qui relie Brossard au centre-ville était en retard d'une heure sur son trajet », note M. Désautels.

Pour les automobilistes qui voulaient prendre le pont Jacques-Cartier, c'était bouché jusqu'à Peel. Les voitures qui circulaient boulevard René-Lévesque étaient redirigées boulevard Saint-Laurent, mais n'étaient guère plus avancées: plusieurs rues dans le sens est-ouest, dont Sherbrooke et Rachel, étaient également congestionnées.

À titre d'exemple, une automobiliste qui circulait avenue des Pins a mis une heure pour traverser le kilomètre entre la rue Peel et l'avenue du Parc, indique M. Désautels. Selon lui, la police de Montréal a pris une mauvaise décision en bloquant ces artères à l'heure de pointe et au surlendemain d'une bordée de neige.

Anie Lemieux, porte-parole du Service de police de la ville de Montréal, réfute cette accusation. « Lorsqu'une arme à feu pourrait être en cause, il n'y a pas de risque à prendre », a-t-elle dit. M^{me} Lemieux a souligné que les policiers ont pris connaissance des circonstances de l'incident au fil des événements.

ALERTE À L'UQAM

« On est restés dans nos locaux, bien tranquilles. Mais c'était long. Et les rumeurs ont commencé. On disait qu'un gars était entré armé à l'université pour se suicider. »

— PHILIPPE SAMSON, étudiant en enseignement.

« Dès que quelqu'un parlait, on lui disait: "Chut, chut." On ne voulait pas attirer l'attention d'un éventuel tireur. »

— ISABELLE NADEAU, enseignante.

« Tout le monde était sur les nerfs. Ça pleurait et tout le monde était sur le cellulaire. »

— ÉMILIE-CATHERINE DION, étudiante.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Une fois l'alerte donnée, ambulances, police et forces d'intervention se sont retrouvées à l'angle de la rue Saint-Denis et du boulevard René-Lévesque hier après-midi, aux abords de l'UQAM.

Un après-midi de chien



MICHÈLE
OUMET
CHRONIQUE

Il faisait un froid de canard. Moins 12. Ou moins 90 avec le facteur vent. J'exagère. À peine. Un froid vicieux, humide. Le 6 décembre 1989 aussi, il faisait froid. Un froid de chien. Le thermomètre avait plongé autour de moins 30. Et 14 filles avaient été assassinées par Marc Lépine. Froidement assassinées. Hier après-midi, la scène était surréaliste. Tout s'est passé très vite. La première rumeur a frappé la salle de rédaction de *La Presse* vers 14h45. J'ai sauté dans un taxi avec une collègue. On s'est regardées. Encore? Encore Montréal? Encore une université? Encore un tireur fou qui arpente les couloirs, prêt à tirer à bout portant sur des victimes?

Pendant un bref instant, on y a cru. Tout le monde y a cru. Comment ne pas y croire après Polytechnique, après Concordia, après Valéry Fabrikant a liquidé quatre collègues, après Dawson où Kimveer Gill a tué une étudiante et blessé 18 personnes? Trois tueries en 17 ans. À

Montréal. Y a-t-il un karma sur la ville? L'hypothèse d'un tueur fou à l'UQAM n'avait rien de farfelu.

14h53. J'arrive. Les premiers journalistes sont sur place. Ils se jettent sur les rares étudiants qui marchent boulevard René-Lévesque. Ils brandissent leur calepin sous leur nez et les bombardent de questions. « Étiez-vous à l'intérieur, avez-vous vu ou entendu quelque chose? Votre nom? » L'endroit grouille de policiers et de longs rubans jaunes bloquent l'accès au pavillon des sciences de l'éducation. Tout le monde a réagi au quart de tour: les policiers, les journalistes, l'UQAM. C'est étrange à dire, mais on a développé une expertise. Une routine. Macabre, oui, mais routine quand même. Quatre alertes depuis 1989. On n'a pas vraiment le temps de rouiller. Tout s'est passé très vite, disais-je. À 13h30, un professeur appelle un employé d'entretien

pour lui dire qu'il a découvert un drôle de sac dans sa classe. Un sac avec deux couteaux et des douilles de calibre 22. À 13h45, la police est alertée. Trente minutes plus tard, la rumeur s'emballe et se répand comme une traînée de poudre dans les salles de rédaction: coups de feu à l'UQAM.

14h53 donc. Beaucoup de journalistes agglutinés aux abords de l'UQAM, des policiers un peu énervés qui n'ont qu'un mot à la bouche: pas de commentaire! Une quinzaine de minutes plus tard, le directeur des communications de l'université, Daniel

blessé ni de trace de sang ou de projectile sur les murs, mais un sac suspect qui « nous laisse croire qu'il y a une personne avec des armes ». Reste la partie la moins excitante du travail de journaliste: rester sur place, attendre, se geler les pieds, courir après les étudiants qui sortent au compte-gouttes pour leur arracher un témoignage, attendre les points de presse, se geler les pieds, attendre. Dans les pavillons adjacents, le train-train continue. Pépère, tranquille. Des professeurs donnent leur cours, des étudiants se promènent dans les couloirs

1000 professeurs. Le métro circule dans ses entrailles. Une ville dans une ville. Au lendemain de la tragédie de Dawson, le gouvernement du Québec a demandé à toutes les universités de revoir leur plan d'urgence. L'UQAM a embauché davantage de gardiens de sécurité, préparé des messages prêts à être diffusés en cas de catastrophe, installé des téléphones rouges un peu partout. Hier, tout s'est bien déroulé, mais il n'y avait pas de tireur fou. Que des pétards et un sac louche qui ont causé tout un émoi, mobilisé une armada policière et provoqué des bouchons de circulation monstres au centre-ville. Est-ce que l'opération aurait capoté si un Marc Lépine avait tiré à vue? Peut-être. En fin de journée, les derniers étudiants étaient évacués. La police a trouvé des pétards et un sac avec des munitions et deux couteaux, et les caméras de l'UQAM ont capté l'image d'un ou plusieurs suspects. Mauvaise blague? Ou opération tuerie avortée? On ne le saura peut-être jamais. Une chose est certaine, c'était vraiment un après-midi de chien.

Pendant un bref instant, on y a cru. Tout le monde y a cru. Comment ne pas y croire après Polytechnique, après Concordia, après Dawson ?

Hébert, débarque au coin de René-Lévesque et Saint-Denis. En complet cravate. Pas de manteau. Il est bref, concis. Peut-être parce qu'il est frigorifié. Il y a eu des « bruits assimilables à des coups de feu », dit-il. Pas de blessés. Oui, le pavillon a été évacué et oui, il y a encore des étudiants barricadés dans des classes et des employés enfermés dans leur bureau. Suit le porte-parole de la police, Raphaël Bergeron. Il n'y a pas de

ou bûchent sur leurs examens. Plusieurs se branchent sur l'internet et suivent en direct les événements qui se déroulent de l'autre côté de la rue. Surréaliste.

L'UQAM est terriblement vulnérable. Elle est située au cœur du centre-ville et non sur la montagne comme l'Université de Montréal. Le campus est éclaté en 31 pavillons; 40 000 étudiants,

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca

ACTUALITÉS



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Des pêcheurs de morue en Gaspésie. De nombreux travailleurs de l'industrie de la pêche ont dû avoir recours à l'assurance emploi au cours des dernières années. La décision de la Cour suprême est une victoire partielle pour les syndicats CSN et FTQ, qui se battent depuis 11 ans pour que l'argent du régime de l'assurance emploi soit versé uniquement aux chômeurs.

Jugement de la Cour suprême sur les surplus de l'assurance emploi

Victoire (très) partielle pour les syndicats

JUDITH LACHAPELLE

Le gouvernement n'a pas détourné les surplus de la caisse de l'assurance emploi, a statué hier la Cour suprême. Par contre, les cotisations perçues en 2002, 2003 et 2005 l'ont été illégalement: il ne s'agissait ni plus ni moins que d'une taxe déguisée qui a permis de récolter 53,4 milliards auprès des travailleurs et de leurs employeurs. C'est donc une victoire partielle pour les syndicats CSN et FTQ qui se battent depuis 11 ans pour que l'argent du régime de l'assurance emploi soit versé uniquement aux chômeurs et ne serve pas à financer d'autres programmes gouvernementaux.

Les syndicats ont contesté l'article 66, adopté en 1997, qui permettait au gouvernement de créer une réserve dans la caisse pour éviter d'avoir à hausser les cotisations en période de récession. Au même moment, le gouvernement a resserré les critères d'accès aux prestations d'assurance emploi. Selon la CSN, 83 % des chômeurs avaient droit à des prestations en 1989. Cette proportion est de 43 % aujourd'hui. Néanmoins, la Cour suprême a statué que l'article 66 était constitutionnel. Par contre, en 2002, 2003 et 2005, les surplus de la caisse «dépasseaient largement les besoins du régime», écrit

la Cour suprême. Au même moment, le gouvernement a procédé à des modifications à la Loi sur l'assurance emploi pour laisser au gouverneur général en conseil (le gouvernement), le pouvoir de fixer les cotisations. Avant les modifications, les cotisations devaient être fixées selon certains critères sur les besoins du régime. Les modifications ont fait disparaître les critères, ce qui fait que les cotisations perçues ne devaient plus nécessairement servir à financer le régime. «Ces faits confirment la disparition du lien entre le prélèvement et le régime réglementaire et la transformation des cotisations en une sorte de

taxe sur les listes de paie», écrit la Cour suprême. Une taxe «qui n'avait pas été présentée comme telle au Parlement», note Georges Campeau, professeur au département des sciences juridiques de l'UQAM. Or, le gouvernement ne peut décider d'imposer unilatéralement une taxe, il doit en saisir la Chambre des communes. La conclusion de la Cour suprême est brève: le gouvernement a 12 mois pour régulariser la situation. Un beau débat politique en perspective pour un gouvernement minoritaire aux prises avec une crise financière, observe M. Campeau. «Ils devront dire aux travailleurs qu'ils ont été imposés en partie pour payer des prestations en chômage, mais aussi pour payer un paquet d'autres affaires.» Et s'il omet de le faire? «En principe, les 54 milliards doivent être retournés à ceux qui

les ont payés. Mais je ne vois pas comment ils se rendraient jusque-là.» **L'argent aux chômeurs** Pour Claudette Carboneau, présidente de la CSN, il n'est pas question d'adopter simplement une loi pour régulariser rétroactivement les cotisations jugées illégales. «Ça n'a aucun bon sens de faire ça en démocratie, dit-elle. La seule utilisation qu'on pouvait faire de cet argent, c'est de le retourner aux chômeurs. Si on en a fait autre chose, qu'on corrige.» M^{me} Carboneau ne voit qu'une seule option: «L'heure est venue de bonifier le programme d'assurance emploi», dit-elle. «Il y a un coup de barre à donner sur l'amélioration des prestations, de l'accessibilité, de la durée des prestations, et à l'aube d'une grave récession, c'est drôlement important de pouvoir le faire.»

LOUIS VUITTON

A black and white photograph of a Louis Vuitton handbag. The bag is made of dark material with the iconic LV monogram pattern. It has two handles and a large metal clasp. It is sitting on a black rectangular box.

Vendus exclusivement dans les magasins Louis Vuitton.
Ogilvy - Montréal. 514-849-6520. louisvuitton.com

3594455A

La gauche met Harper en garde contre une loi rétroactive

CHARLES CÔTÉ

Le jugement la Cour suprême autorise une fin en queue de poisson au feuillet du «détournement» des 57 milliards de surplus de l'assurance emploi: le Parlement pourrait adopter d'ici 12 mois une loi rétroactive qui ferait en sorte que les cotisations des années 2002, 2003 et 2005 ont été perçues et gérées en toute légalité. Mais la gauche – syndicats, Bloc québécois et NPD – a mis en garde le gouvernement contre cette solution trop simple. D'autant plus que l'amélioration au régime d'assurance chômage fait partie des éléments sur lesquels la coalition de l'opposition s'est entendue. Et avec la crise économique qui menace, le dossier de l'assurance emploi va devenir politiquement incontournable. «Nous, on propose d'abolir les deux semaines de carence, d'augmenter les prestations et agrandir les critères d'admissibilité, dit Yvon Godin, député d'Acadie-Bathurst et critique du NPD à l'assurance emploi depuis 1997. Il y a juste 32 % des femmes et 38 % des hommes qui cotisent à l'assurance emploi qui ont accès aux prestations. Ça ne fait pas seulement mal à la personne, ça fait mal à sa famille, à sa communauté, à sa banque aussi si on n'est plus capable de payer l'hypothèque!»

«Avec la crise, le système va être sollicité et il ne faut pas laisser les gens tomber, dit M. Godin. On ne peut pas dire aux gens: "vous avez mis de l'argent là-dedans toute votre vie et vous ne pourrez pas en profiter."» Yves Lessard, député du Bloc québécois, dit que son parti va continuer d'exiger que les 57 milliards ayant servi à réduire le déficit fédéral soient reversés à la Caisse de l'assurance emploi. **«Il ne faut pas laisser les gens tomber», dit le député du NPD, Yvon Godin.** «Il faut que les milliards soient ramenés dans la caisse, dit-il. Les libéraux ont signé une entente dont la plateforme prévoit l'usage de la caisse strictement à des fins d'améliorer le régime, et non pas pour rembourser le déficit du gouvernement. C'est nouveau parce ce n'était pas leur politique quand ils étaient au pouvoir.» La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) fait la même demande au gouvernement Harper. «Le gouvernement conservateur a le devoir moral de remettre l'argent détourné dans la caisse de l'assurance emploi», a

déclaré le secrétaire général de la FTQ, René Roy. **Le patronat ne veut pas revenir en arrière** De son côté, le Conseil du patronat du Québec ne souhaite pas revenir sur le passé et ne s'oppose pas à une loi rétroactive. «On était opposés à l'utilisation des surplus pour d'autres fins que l'assurance emploi, mais on ne croit pas qu'il était réaliste de revenir en arrière, dit Norma Kozhaya, économiste en chef au CPQ. Ça voudrait dire hausser les impôts ou faire des déficits, ce qui n'est pas souhaitable.» Les employeurs, qui contribuent 40 % de plus que les salariés à la caisse, sont cependant d'accord avec les syndicats pour isoler la caisse du budget fédéral. Julie Vaux, porte-parole de la ministre Diane Finley, a fait ses commentaires par courriel. Elle rappelle que le gouvernement a annoncé dans son budget 2008 la création d'un compte distinct pour l'assurance emploi. «Ce compte sera géré par une société d'État indépendante de façon à ce que les cotisations servent exclusivement aux prestations versées aux travailleurs et à ce que les excédents ne soient pas utilisés pour d'autres programmes du gouvernement», a-t-elle précisé. Pas question pour le moment de revenir sur le passé.

Une victoire ? Ah bon



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

Tant mieux si les dirigeants syndicaux sont contents, mais à vrai dire, ils n'ont rien gagné du tout dans le jugement de la Cour suprême sur l'assurance emploi. D'abord, prendre l'argent de la «caisse» de l'assurance emploi et le verser pour diminuer le déficit est parfaitement légal, nous disent à l'unanimité les sept juges qui ont participé à la décision.

Au fait, il n'y a pas de «caisse» de l'assurance emploi depuis 1971. En ce sens qu'il n'y a pas quelque part une caisse fermée qui reçoit l'argent des cotisants et qui le redistribue en prestations ou en programmes.

Il y a simplement, dans le budget fédéral, un compte, que le gouvernement comble quand il est déficitaire et dont il peut gober les surplus à sa guise.

Enfin, pas tout à fait à sa guise, et c'est là la seule victoire des syndicats. Il faut une loi du Parlement pour le faire, car le changement de nature du régime de l'assurance emploi a transformé en taxe les contributions des employés et employeurs.

Or le vieux principe «pas de taxation sans représentation» tient toujours et il est inscrit à l'article 53 de l'Acte de l'Améri-

que du Nord britannique, la Loi constitutionnelle de 1867. Avant d'aller puiser de l'argent dans les poches des citoyens, il faut que les élus votent.

Il se trouve que pour toutes les années litigieuses, les cotisations étaient prévues dans le budget fédéral, dûment voté par le Parlement.

Mais pas pour les années 2002, 2003 et 2005. On s'est contenté de déléguer le pouvoir de fixer le niveau des cotisations au gouvernement. Cela, écrit le juge Louis LeBel, dans des termes ambigus. Pour déléguer ce pouvoir au gouvernement, le Parlement devait être très précis.

Les articles de la Loi sur l'assurance emploi qui ont permis cette délégation sont donc inconstitutionnels, c'est-à-dire nuls.

Normalement, cela voudrait dire que ce qui a été fait en vertu d'articles nuls devrait être annulé. Il faudrait donc théoriquement que tout l'argent perçu en vertu de ces articles pendant ces trois années (des milliards) soit retourné aux cotisants.

Mais cette fois, on ne reprochera pas à la Cour suprême de manquer de sens pratique. On

imagine le bordel fiscal causé par une telle annulation. La Cour, selon un mode qu'elle a utilisé quelques fois, suspend la déclaration d'inconstitutionnalité. Elle donne à Ottawa 12 mois pour trouver une solution à cette situation.

La solution n'est pas compliquée: adopter une loi fiscale rétroactive qui viendra valider ces cotisations et l'utilisation qu'en a faite le Trésor.

Victoire essentiellement technique, donc, qui laisse pleine liberté au gouvernement fédéral pour l'utilisation des surplus du régime.

La Cour suprême rappelle qu'il a fallu modifier la Constitution pour créer l'assurance chômage (c'était le nom du régime jus-

Prendre l'argent de la «caisse» de l'assurance emploi et le verser pour diminuer le déficit est parfaitement légal, nous disent à l'unanimité les sept juges qui ont participé à la décision.

qu'en 1996). Le Conseil privé de Londres (qui siégeait en appel de la Cour suprême jusqu'en 1949) avait en effet déclaré en 1937 que le fédéral ne pouvait pas créer une telle loi, car elle empiétait sur la compétence provinciale en matière de propriété et droits civils.

C'était en pleine crise économique et Ottawa a entrepris des négociations qui ont abouti, en 1940, à une modification de la

Loi constitutionnelle de 1867. Elle donne spécifiquement au fédéral le pouvoir de créer ce régime.

Au départ, il s'agissait d'un véritable système d'assurance contre le «risque social». Le travailleur contribuait à une caisse qui lui permettrait de toucher des prestations en cas de perte d'emploi.

À partir de 1971, vu les déficits du régime, Ottawa a aboli la notion de caisse. Il s'agit simplement d'un compte dans le Trésor public, renfloué en cas de déficit.

Sauf que les déficits sont devenus la règle. D'où une réforme en 1996, visant à éliminer ces déficits et à prévoir des coussins en cas de récession.

La réforme a tellement bien fonctionné de ce point de vue que des surplus colossaux

du programme, en taxant les travailleurs et les employeurs. On plaidait aussi que le programme, destiné à venir en aide aux chômeurs, avait largement débordé son but initial pour pénétrer dans les champs de compétence provinciaux.

Arguments rejetés. D'abord, il n'y a pas de caisse, et si le Trésor a comblé les déficits, il peut récupérer les surplus.

Ensuite, ce programme a connu une évolution depuis 1940, mais tout à fait liée au but du programme: maintenir le lien du travailleur avec le marché du travail, notamment par des prestations, mais aussi par des mesures de réinsertion.

La Cour reconnaît cependant que le changement du programme en 1996 a transformé les cotisations en «imposition». Et c'est pourquoi il faut que cela soit voté clairement.

Mais sur le fond, il s'agit de «débat politique qui échappent aux tribunaux», comme le dit sagement le juge LeBel.

C'est sur ce terrain et celui de l'opinion publique, bien en dehors de la Cour, que les syndicats ont réussi des avancées importantes. Le régime est plus équilibré et politiquement, il n'est plus acceptable d'obtenir artificiellement d'énormes surplus de ce programme dans le but détourné d'équilibrer les finances publiques.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
yves.boisvert@lapresse.ca

La Cour suprême dit non encore une fois à Schreiber

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Pour la quatrième fois, hier, la Cour suprême du Canada a refusé de renverser la décision du gouvernement canadien d'extrader Karlheinz Schreiber vers l'Allemagne. En entrevue à *La Presse*, l'homme d'affaires a promis de continuer à se battre pour rester de ce côté-ci de l'Atlantique.

Mais M. Schreiber peut dormir tranquille pendant encore quelques mois. En mars dernier, le ministre de la Justice, Rob Nicholson, a accepté de suspendre son extradition pour lui permettre de témoigner devant la commission d'enquête sur l'affaire Mulroney-Schreiber.

Dirigée par le juge manitobain Jeffrey Oliphant, cette commission a pour mandat de répondre à des questions concernant la relation d'affaires entre M. Schreiber et l'ancien premier ministre du Canada, Brian Mulroney. Le commissaire Oliphant devra entre autres déterminer d'où venaient les cen-

Karlheinz Schreiber a déclaré à *La Presse* qu'il s'attendait à la décision d'hier. «La Cour n'y peut rien: c'est une décision politique», a-t-il martelé, reprenant un refrain qu'il a déjà formulé auparavant.

taines de millions de dollars versés par M. Schreiber à M. Mulroney, peu après son retrait de la vie politique, et quelle entente liait les deux hommes.

La commission a déjà commencé son travail. Mais les premières audiences publiques, qui devaient avoir lieu au début du mois de février, ne débiteront qu'à la fin mars, en raison de problèmes «technologiques». C'est donc dire que le dépôt du rapport, qui était initialement prévu pour le 12 juin 2009, pourrait aussi être reporté. «Ce report de quelques jours aura une incidence sur le calendrier global de la Commission», a en effet admis le juge Oliphant dans un communiqué de presse diffusé mercredi et qui est passé largement inaperçu.

Joint chez lui par téléphone, Karlheinz Schreiber a déclaré à *La Presse* qu'il s'attendait à la décision d'hier. «Vous devez comprendre que la Cour suprême ne se penche normalement que sur 70 à

80 causes par année et elles doivent être d'importance nationale... Donc non, je n'étais pas surpris», a-t-il dit.

«La Cour n'y peut rien: c'est une décision politique», a-t-il martelé, reprenant un refrain qu'il a déjà formulé auparavant.

Néanmoins, M. Schreiber a indiqué qu'il n'avait pas encore épuisé tous ses recours et qu'il allait continuer, même après la commission Oliphant, à se battre pour éviter d'être placé de force sur un avion en direction de l'Allemagne.

«Nous avons d'autres méthodes dont nous devons discuter. Mais ce n'est pas le moment d'en parler», a-t-il dit, sans donner plus de détails.

Un quatrième refus de la cour

Cela fait maintenant neuf ans que le lobbyiste international, homme d'affaires et marchand d'armes parvient à éviter l'extradition en multipliant les procédures judiciaires et les démarches médiatiques de toutes sortes. C'était la quatrième fois que la Cour suprême rejetait ses arguments, hier. Cette fois-ci, il faisait appel d'une décision de la Cour d'appel de l'Ontario du 6 août dernier.

De son côté, l'Allemagne tente depuis des années d'obtenir son extradition pour qu'il subisse son procès pour des accusations de fraude, d'emploi d'un document contrefait et de corruption d'un fonctionnaire. L'homme d'affaires rendu ici tristement célèbre par l'affaire Airbus a été en Europe l'une des figures centrales d'un vaste scandale de pots-de-vin impliquant l'Union chrétienne démocrate, en Allemagne, et qui a mené à la démission de son président, Helmut Kohl.

L'avocat William Kaplan, auteur de deux livres sur le scandale Airbus, ne serait pas surpris si Karlheinz Schreiber continuait de multiplier les procédures judiciaires dans l'avenir. «M. Greenspan est un avocat qui a beaucoup d'imagination. S'il a d'autres cartes dans sa manche, je peux vous assurer qu'il les sortira.»

«Je ne suis pas un expert en matière d'extradition, mais si je comprends bien, Karlheinz Schreiber pourrait même faire une autre demande au ministre, a ajouté M. Kaplan. Si alors le ministre la rejetait, il pourrait alors demander une révision de cette demande, révision qui irait encore une fois jusqu'à la Cour suprême du Canada...»

«À un moment donné, quelqu'un va devoir dire: stop! Mais je ne pense pas que ça va arriver bientôt.»

LES PRIX-CADEAUX SIMONS...

miyu

dessous féminins

LA CULOTTE
DUO DENTELLE

5⁹⁹

Rég. 8.00 chacune

Économisez 25%

Combinaisons de violet et indigo ou moutarde
et raisin. Tp.p.m.g.

LE PANTALON PYJAMA
BOUTONS DE FLEURS

19⁹⁹

Rég. 30.00

Économisez 33%

Pur coton léger. Motif en blanc, gris, fuchsia
sur fond gris. Tp.p.m.g.tg. Tee-shirt 5.99

LA PANTOUFLE PETIT
RUDOLPH EN PELUCHE

7⁹⁹

Rég. 13.00

Économisez 38%

Rouge ou noir. Taille unique.

simons

simons.ca

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE,
3540438A PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

POLITIQUE

Charest pressé de s'attaquer à l'économie

Le PQ doute des bonnes intentions du PLQ qui veut faire sa rentrée avant les Fêtes

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La situation économique nécessite des gestes rapides du gouvernement, «dès les prochains jours», a prévenu hier le premier ministre Jean Charest, confirmant sa intention de proposer ce matin à Pauline Marois la convocation avant les Fêtes de l'Assemblée nationale.

«Nous, on veut se mettre au travail. L'économie, c'est l'enjeu et on veut poser des gestes avec tous les parlementaires», a expliqué M. Charest à son arrivée à la rencontre habituelle où députés élus et candidats défaites se rencontrent après des élections générales.

Il confirmait les informations publiées hier par *La Presse*, qui révélait l'intention du gouvernement de rappeler les députés au travail pour deux journées, les 22 et 23 décembre, afin de nommer un nouveau président et faire adopter une série de mesures économiques.

Le premier jour, on choisirait le président, comme le veut la tradition. Le lendemain, le gouverne-

ment déposerait une déclaration économique, plutôt qu'un «message inaugural», en ménageant le droit de réplique de l'opposition péquiste et un droit de parole à l'Action démocratique.

Cet énoncé reprendrait plusieurs éléments du *Plan d'action économique* lancé en début de campagne par le

de fournir des factures pour obtenir l'avantage fiscal viendra freiner le travail au noir, une épidémie dans le secteur de la rénovation, a-t-on confié à *La Presse*.

Québec compte rendre aussi disponibles les 2 milliards annoncés en campagne électorale pour aider les entreprises. Le premier va à

« Est-ce que M. Charest a d'autres motifs en voulant nous convoquer (les 22 et 23 décembre) ? Est-ce qu'il veut changer de président plus vite ? »

PLQ. Mesure la plus concrète, on lancera, pour le 1^{er} janvier 2009, un crédit d'impôt pour la rénovation résidentielle qui coûtera 250 millions de dollars par année au gouvernement. Ce programme d'une durée de deux ans, vise à donner un crédit d'environ 2000\$ à 125 000 propriétaires. On vise ainsi à amortir la réduction appréhendée du côté de construction résidentielle. Accessoirement, l'obligation

Investissement Québec pour des garanties de prêts supplémentaires. Le deuxième, à la SGF, pour aider pendant deux ans les entreprises à lancer leurs émissions d'actions destinées à aller chercher du capital.

À mots couverts hier, M. Charest a montré du doigt son programme de campagne pour décoder ce que le gouvernement voulait proposer en économie. «La volonté est en droite ligne avec ce qu'on a dit en

campagne. Le Québec fait face à des circonstances exceptionnelles», les turbulences économiques à prévoir «pour moi c'est du jamais vu. C'est un enjeu pour le monde entier, et c'est un enjeu pour nous», a-t-il dit.

Interpellée hier, la chef péquiste Pauline Marois a ironisé sur l'intention de Jean Charest de rappeler les députés au travail. Aucune avancée sérieuse ne peut être faite en si peu de temps, à plus forte raison à la toute veille du congé des Fêtes, a-t-elle expliqué. Selon elle, M. Charest «est en train de reprendre ses mauvais plis, de renouer avec ses anciennes habitudes».

Jean Charest ne saisit pas la perche toutefois quand on lui demande s'il pourrait ramener la Chambre unilatéralement, sans l'appui de l'opposition. «Je vais consulter M^{me} Marois, c'est ce que j'avais dit et c'est ce que je ferai. Tout sera fait visière levée» a-t-il promis.

La chef péquiste visiblement n'était pas très intéressée à ramener

ses troupes à l'Assemblée la veille du congé des Fêtes. «Il nous convoquerait pour les 22 et 23 décembre, pour discuter d'un plan économique, la population n'est pas très attentive à ce moment. Cela risque d'être contre-productif. Est-ce qu'il a besoin de faire adopter une loi? De faire adopter un budget pour faire face à la crise économique? Moi je crois qu'à ce moment-là, deux jours, ce n'est pas suffisant.» Selon elle, il vaudrait mieux que Québec «fasse les choses de façon ordonnée» et convoque les députés comme prévu, le 13 janvier.

«Est-ce que M. Charest a d'autres motifs en voulant nous convoquer? Est-ce qu'il veut changer de président plus vite? Est-ce qu'il veut donner des prix de consolation aux gens qu'il n'aura pas nommés au Conseil des ministres? Moi, je crois qu'on peut se poser la question.»

Pour M. Charest, même en deux jours, «il y a un certain nombre de choses qu'on peut faire. Et tout ce qu'on peut faire, on doit le faire», a-t-il insisté.



PRIX CHOC

EN PRIME PORTEFEUILLE

Nikon D60

Abordable, compact et léger

- 10,2 mégapixels, Processeur Expeed
- Système anti-poussière intégré

54999\$ Rég.: 62999\$

79999\$ Rég.: 87999\$

Incluant un objectif 18-55mm VR
NI D601855VR

Incluant un objectif 18-55mm VR, un objectif 55-200mm VR
NI D60DUOVR



PRIX CHOC

EN PRIME PORTEFEUILLE

Canon EOS REBEL XS

La puissance simplifiée

- Capteur CMOS 10,1 mégapixels
- Processeur d'image DIGIC III
- Visée en direct et écran de 2,5po

54999\$ Rég.: 59999\$

69999\$ Rég.: 79999\$

Incluant un objectif 18-55mm IS et un sac
CA XS1855SAC

Incluant un objectif 18-55mm IS, 75-300mm USM et un sac
CA XS200SAC-2



EN PRIME PORTEFEUILLE

SONY Alpha 350

- 14,2 mégapixels
- Visée en temps réel "LiveView"
- Incluant un objectif 18-70mm et sac photo

59999\$ Rég.: 79999\$

72999\$ Rég.: 99999\$

Incluant un objectif 18-70mm IS, 75-300mm USM et un sac
SO A350DUO



EPSON Stylus Photo R280

0\$ À l'achat d'un appareil photo numérique

Rég.: 9999\$
DA EPR280

Après remise postale de 100\$, taxes en sus. Valide en magasin seulement.



Mode Vidéo HD

EN PRIME PORTEFEUILLE

Nikon D90

Avec fonction vidéo HD

- Capteur CMOS 12,3 mégapixels
- Fonction vidéo HD 720p

1 04999\$ Rég.: 1 09999\$

1 37999\$ Rég.: 1 39999\$

Boîtier seul
NI 17090

Incluant un objectif 18-105mm VR
NI KITD9018105



PRIX CHOC

EN PRIME PORTEFEUILLE

Canon EOS 50D

Qualité d'image exceptionnelle

- Capteur CMOS 12,2 mégapixels
- Mise au point sur 9 zones, Visée en direct

1 14999\$ Rég.: 1 25999\$

Incluant un objectif 18-200mm IS
CA 2756B016



PRIX CHOC

EN PRIME PORTEFEUILLE

Canon EOS 50D

Technologie supérieure

- Capteur CMOS 15,1 mégapixels
- Visée en direct, jusqu'à 12 800 ISO

1 29999\$ Rég.: 1 36999\$

1 49999\$ Rég.: 1 69999\$

1 59999\$ Rég.: 1 74999\$

Boîtier seul
CA 2807B007

Incluant un objectif 17-85mm IS
CA 2807B012

Incluant un objectif 18-200mm IS
CA 2807B018



EN PRIME PORTEFEUILLE

SONY Alpha 200

- 10,2 mégapixels
- Stabilisateur d'image
- Incluant un objectif 18-70mm et sac photo

49999\$ Rég.: 53999\$

62999\$ Rég.: 75999\$

Incluant un objectif 18-70mm IS, 75-300mm USM et un sac
SO A200DUO



SIGMA Objectif 18-200mm

- F3,5-6,3 DC
- Disponible pour Canon et Nikon

52999\$ Rég.: 59999\$

SIGMA Objectif 10-20mm

- F4-5,6 EX DC HSM
- Disponible pour Sony, Canon, Nikon, Pentax et Olympus

61999\$ Rég.: 71999\$

SIGMA Objectif 120-400mm APO

- F4,5-5,6 DG OS HSM
- Disponible pour Canon et Nikon

89999\$ Rég.: 1 04999\$



SIGMA Flash EF-530 DG

- Disponible pour monture Canon

13999\$ Rég.: 29999\$

SIGMA Objectif 70-300mm APO

- F4-5,6 DG APO Macro

25999\$ Rég.: 29999\$

En PRIME, recevez un filtre Sigma 58mm (valeur de 44,99\$)



lowepro Flipside 200

6999\$ DA LP35182

lowepro Slingshot 200 AW

6999\$ Rég.: 8999\$ DA LP34737

Manfrotto 785B

Idéal pour le voyage

- Hauteur maximale: 150,5 cm
- Peut supporter 1kg
- Garantie de 5 ans

7999\$ AM 207-85B



SanDisk Extreme IV CF 4Go

10999\$ Rég.: 11999\$

DEMANDE DE RECONNAISSANCE

Les adéquistes se méfient des péquistes

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'Action démocratique du Québec (ADQ) n'est pas convaincue de l'appui des péquistes à leur demande pour disposer de plus de moyens à l'Assemblée nationale.

Marc Picard, député adéquistes réélu dans la circonscription des Chutes-de-la-Chaudière, craint que la chef du Parti québécois, Pauline Marois, dissimule son opposition à la reconnaissance de l'ADQ comme groupe parlementaire en réclamant l'adoption d'un projet de réforme qui assouplirait les critères pour l'obtenir.

Après avoir déjà entendu le PQ prendre la même position sans pour autant joindre le geste à la parole, M. Picard est loin de crier victoire.

Hier, libéraux et péquistes ont accueilli favorablement la demande des députés adéquistes, qui souhaitent un assouplissement des critères de reconnaissance des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale.

Le premier ministre Jean Charest a exprimé son ouverture pour que l'ADQ dispose d'un budget pour une équipe de recherche et d'un temps de parole plus important.



Déco Découverte

SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

RECTIFICATIF

Cahier du 12 décembre

- À la page 2, la description de la cafetière à espresso Ikon de Breville est erronée. Le modèle que nous annonçons est celui en métal moulé, alors que le modèle illustré est la cafetière à espresso Ikon à 279,99 \$.
- À la page 5, la photo utilisée pour illustrer le «four à usages multiples» Cuisinart n'est pas la bonne. La photo montre plutôt le four à briques Cuisinart à 249,99 \$.
- Le petit ensemble-cadeau pour le bain et le corps illustré à la page 8 n'est pas disponible.

Nous sommes désolés des inconvénients occasionnés.

3601680A



ANTIVERGLAS



Chriss bottes
femmes.hommes

TF CONCEPTS
Centre Eaton (514) 985-2297

TF FIRMA
Centre Eaton (514) 288-6006
Cours Mont-Royal (514) 845-3007

magasinez en ligne :
www.tffirma.com

*Ce lot est échangeable contre un chèque de 50 000 \$.

(numéro non décomposable)

Une **MERCEDES-BENZ C230 4MATIC** par jour, du 1^{er} au 31 décembre 2008.

POLITIQUE

Les adéquistes ont boudé les urnes



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Depuis lundi soir, on a beaucoup entendu dire que les «vieux» partis, le PLQ et le PQ, ont repris le terrain perdu en 2007. C'est vrai, en nombre de sièges, mais une analyse plus poussée des chiffres de lundi démontre que libéraux et péquistes n'ont pas attiré plus d'électeurs. Ce sont les électeurs de l'ADQ qui sont restés à la maison.

Un autre phénomène frappe quand on scrute les résultats: la baisse du taux de participation à

de votes reçus passer, respectivement, de 33 % à 42 % et de 28 % à 35 %, c'est tout simplement parce que le nombre d'électeurs a diminué.

De combien? De 700 000. Et combien l'ADQ a-t-elle perdu de votes? Eh oui, 700 000.

Comme on calcule le pourcentage des partis sur le nombre de votes exprimés valides, le score des libéraux et des péquistes augmente, mais pas leurs appuis.

C'est tellement vrai que le PLQ a obtenu, en avril 2003, 400 000

Une analyse plus poussée des chiffres de lundi démontre que libéraux et péquistes n'ont pas attiré plus d'électeurs. Ce sont les électeurs de l'ADQ qui sont restés à la maison.

57%, un plancher historique, est largement due à l'absentéisme des électeurs montréalais, en particulier dans les châteaux forts libéraux.

Cette impression voulant que le vote adéquiste ait systématiquement migré vers le PLQ et le PQ ne tient pas la route.

En fait, le Parti libéral n'a gagné que 49 000 votes à travers la province par rapport à mars 2007; le PQ, que 14 000 votes. Pourtant, cette mince augmentation de votes s'est ajoutée par une récolte supplémentaire de 18 sièges pour Jean Charest et de 15 sièges pour Pauline Marois. Si ces deux partis voient leur pourcentage

votes de plus que lundi dernier et le PQ, 130 000 votes de plus.

En région, le PLQ et le PQ ont récupéré une portion du vote de l'ADQ (rarement plus de 1000 votes chacun), mais on remarque surtout que les électeurs qui ont choisi le parti de Mario Dumont en 2007 ont boudé les urnes.

Voilà qui explique largement la baisse marquée du taux de participation. Mario Dumont avait raison de dire qu'un faible taux de participation favoriserait Jean Charest.

Ce que le chef démissionnaire de l'ADQ n'a pas dit toutefois, c'est que, contrairement à 2007, il n'a pas réussi à mobiliser un électorat désabusé face aux «vieux» partis.

En 2007, Mario Dumont a profité d'un électorat fâché contre le gouvernement. Cette fois, il a souffert de la lassitude de l'électorat.

Quelques exemples

> Saint-Maurice, gain PQ: Robert Deschamps, de l'ADQ, a vu ses appuis chuter de 6600 voix, mais le candidat péquiste gagnant, Claude Pinard, lui, n'a pris que 270 votes par rapport aux dernières élections (les libéraux ont amélioré leur score de 1600).

> Lévis, gain libéral: le député sortant adéquiste, Christian Lévesque, a perdu 6200 votes. Le gagnant, le libéral Gilles Lehouillier, a amélioré le score de son parti de 2500, mais les appuis du PQ ont chuté de 2700. Les 6200 votes de l'ADQ se sont donc évaporés dans les brumes d'une élection morne.

> Marguerite-D'Youville, gain du PQ: le jeune député adéquiste Simon-Pierre Diamond a perdu 9000 des voix obtenues en 2007. Le PQ, gagnant, n'a récupéré que 1500 votes par rapport à 2007 alors que le PLQ a perdu 2500 voix. La différence, c'est que le taux de participation a chuté de 11 %, passant de 82 % à 71 %.

Libéraux et péquistes, on le voit dans ces exemples, ont fait le minimum pour récupérer les 32 sièges perdus par l'ADQ.

Le mythe de la grosse machine libérale vient d'en prendre pour son rhume. Autre point important: pour une deuxième élection générale de suite, la fameuse «prime à l'urne» (phénomène jouant historiquement en faveur des libéraux le jour du vote) n'a pas joué en faveur du PLQ.

Quant au PQ, il est faux de dire que son score s'est grandement amélioré depuis 2003 et 2007. En sièges oui, c'est indéniable, mais sa récolte est due à l'effondrement du vote adé-

PQ ET PLQ: LES APPUIS STAGNENT

	26 MARS 2007	8 DÉCEMBRE 2008
Électeurs inscrits	5 630 567	5 738 811
Votes exprimés (valides)	3 970 618	3 290 199
Taux de participation	71,23 %	57,33 %

RÉSULTATS PAR PARTI

		NOMBRE DE VOTES OBTENUS	POURCENTAGE (SUR LE VOTE EXPRIMÉ)	CIRCONS- CRIPTIONS
PLQ	Élections 2007	1 313 664	33,08 %	48
	Élections 2008	1 362 801	42,05 %	66 (+18)
ADQ	Élections 2007	1 224 412	30,84 %	41
	Élections 2008	529 925	16,35 %	7 (-34)
PQ	Élections 2007	1 125 546	28,35 %	36
	Élections 2008	1 139 185	35,15 %	51 (+15)

Source: Directeur général des élections du Québec

quiste, pas à une plus grande mobilisation des électeurs sympathiques au PQ.

Par ailleurs, le taux de participation pitoyable à Montréal a aussi contribué à la baisse de la moyenne provinciale. Surtout dans les forteresses libérales, qui ont connu, pour la plupart, des taux de participation sous la barre des 40 %.

Dans Westmount-Saint-Louis: taux de participation de 36,7 % contre 49,23 % en 2007; dans Mont-Royal: taux de participation de 38,7 % contre 54,45 % en 2007; D'Arcy-McGee, taux de participation de 38,9 % contre 53,10 % en 2007; l'Acadie: 47,1 % contre 62,03 % en 2007...

Pas besoin de forcer trop quand on obtient des majorités de 10 000 voix et plus avec une si faible affluence aux bureaux de scrutin.

On s'offusque souvent du poids réel du vote des circonscriptions des régions éloignées, moins peuplées que les circonscriptions urbaines, mais les gens de Matane ou des Îles-de-la-Madeleine ont voté respectivement à 60 % et 66 % cette fois-ci. La légitimité d'un député

urbain élu par 36 % de ses électeurs est-elle plus grande que celle d'un collègue élu en région avec 66 %? Poser la question, c'est y répondre.

Autre sujet de débat depuis lundi soir: comment stimuler l'intérêt électoral pour ramener le taux de participation à un niveau acceptable?

Une des solutions serait peut-être d'importer le système de financement adopté à Ottawa en 2004 (oui, oui, celui que Stephen Harper veut abolir), soit un montant (1,95 \$ au fédéral) de subvention aux partis pour chaque vote reçu.

En ce moment, au Québec, tous les partis se partagent un «pot» basé sur modèle suivant: le nombre d'électeurs inscrits (5,7 millions cette fois) X 50 cents = 2,85 millions divisés selon le pourcentage de votes obtenus.

La motivation est plus grande de «faire sortir» son vote quand on sait que chaque X de plus fait augmenter sa subvention.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

promotion

JE M'EN LAVE LES MAINS

La capsïcine s'attaquerait, selon des études, à la douleur à l'échelon de la structure moléculaire provoquant une décroissance de la substance « P », médiateur chimique et auteur de la transmission des impulsions de douleur vers le cerveau.

Donc, l'application de la capsïcine de Flex-O-Flex, là où ça fait mal, est un traitement efficace et naturel du soulagement de la douleur causée par l'arthrite.

Mais oui, il ne faut pas l'oublier, il est très important de se laver les mains plusieurs fois après chaque application. C'est sérieux. Pourquoi? Au pouvoir extrafort de Flex-O-Flex correspond un pouvoir de pénétration extrafort.

Il faut appliquer Flex-O-Flex selon les besoins sur les muscles et les articulations endoloris, là où ça fait mal. Bien lire l'étiquette avant toute application.

N'oubliez pas non plus le Flex-O-Flex Chondrin, une autre formule exclusive offerte en comprimés qui regorgent de chondroïtine et d'un tourbillon de molécules végétales (les articulations souffrent beaucoup d'un manque de chondroïtine), un acti-flex de 6 ingrédients médicinaux, dont la vedette est la chondroïtine, aussi important que la glucosamine, le summum des Flex-O-Flex, le plus hautement indispensable.

* Le Chondrin de Flex-O-Flex contribue à la formation de tissus conjonctifs et aide à soulager les douleurs dans les os et les articulations.

Flex-O-Flex^{MD} extrafort - capsïcine : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel : NPN 02238137. Le Chondrin de Flex-O-Flex : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel : NPN 80001547. Haute sécurité. Analyses conformes de chaque lot : produits actifs médicinaux, pesticides, métaux lourds, bactéries, levures, moisissures, densité, PH, viscosité, micro-organismes totaux, contaminants pathogènes (test d'inhibition).
* Ces allégations font partie intégrante de la licence. Flex-O-Flex : marque déposée de Bronchosirum inc. Jacques Duceppe, pdg., propriétaire. En vente partout, mais pas n'importe où!

TAGHeuer

SWISS AVANT-GARDE SINCE 1860

DE QUOI ÊTES-VOUS FAIT?

TIGER WOODS ET SA LINK CHRONOGRAPHE CALIBRE S AVEC CALENDRIER PERPÉTUEL RÉTROGRADE

www.tagheuer.com

EVEREST

CHERBAKA
Joaillerie • Bijouterie depuis 1950

8910, BOULEVARD LAJEUNESSE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2M 1R9
Téléphone (514) 388-5358 Fax (514) 388-2562
WWW.EVEREST1950.COM

AKUAMASSAGE

BAINS ~ DOUCHES

Bain pratique et sécuritaire

Facile d'accès pour les aînés ou toutes personnes avec mobilité restreinte.

Le bain **Akuamassage** prend la place de votre ancien bain.

- Installé par notre équipe de techniciens

EN SOLDE À 50%

Le bain inclus

- 7 jets massage • Siège moulé et appui-tête
- Trop-plein et drain facile à manipuler
- Système de filtre à ozone disponible
- Douchette 5 fonctions et robinetterie incluses

Tous nos bains sont certifiés

SOLDE D'ENTREPÔT

Douche de luxe

à partir de **989⁹⁹\$**

Prix et qualité imbattables

- Douche multijet massage
- Radio FM et téléphone main libre
- Douches à mains • Douches de pluie
- Contrôle électronique • Ventilateur et éclairage

4450, chemin Chambly, bureau 210 | 450 443-0998
ST-HUBERT, près de l'autoroute 116 | www.akuamassage.ca
Lundi au vendredi de 10h à 21h • Jeu. et ven. de 10h à 18h • Sam. et dim. de 10h à 17h

Le président de l'ADQ entend démissionner

Le président de l'Action démocratique du Québec (ADQ), l'avocat Tom Pentefountas, va démissionner et retourner à la pratique privée, selon Radio-Canada. M. Pentefountas a indiqué que la motivation n'y était plus. Selon Radio-Canada, le vice-président de l'exécutif national de l'ADQ, Mario Charpentier, serait le mieux placé pour remplacer M. Pentefountas et devenir président par intérim. M. Charpentier a été défait lundi dans Brome-Missisquoi. Cette démission survient après celle du chef du parti, Mario Dumont, qui a annoncé son départ à la suite de la mauvaise performance de l'ADQ aux élections, lundi. Le parti, qui avait remporté 41 sièges en 2007, n'a cette fois-ci réussi à faire élire que sept députés à l'Assemblée nationale.

- La Presse Canadienne

PRÉCISION

Un titre publié hier à la une de *La Presse* laissait croire qu'il y aura 14 000 emplois supprimés chez Rio Tinto Alcan. Or, ces pertes d'emplois touchent l'ensemble du groupe Rio Tinto, et non la division aluminium nommée Rio Tinto Alcan. Nos excuses.

Offrez un cadeau de Noël original de l'Institut du Chocolat de Montréal!

Délicieux chocolats au prix de gros

Truffes fraîches faites sur place (dégustation) offertes dans une jolie boîte décorée et fabriquée au Québec

Inscriptions et certificats cadeaux disponibles

Ouvert : lun. et sam. de 11 h à 18 h; jeudi et vendredi de 11 h à 21 h

Institut du chocolat de Montréal

9770, rue Saint-Urbain (angle Sauvé)

Tél. : 514-382-1822

Daniel Turp lorgne la présidence du PQ

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Le député défait de Mercier, Daniel Turp, pourrait être intéressé à se présenter au poste de président du Parti québécois, qui deviendra vacant sous peu, à la suite de l’élection de Monique Richard dans la circonscription de Marguerite-D’Youville.

« Je suis disposé à occuper des fonctions dans les instances nationales du Parti québécois. J’ai fait part de mon intérêt à notre chef et je le ferai savoir à mes collègues aujourd’hui », a déclaré M. Turp, hier, à l’entrée du caucus des candidats élus et battus du Parti québécois.

Député à l’Assemblée nationale depuis 2003, anciennement au Bloc québécois à Ottawa (de 1997 à 2000), M. Turp a perdu la circonscription de Mercier, lundi dernier, aux mains d’Amir Khadir, premier député élu de la formation de gauche Québec solidaire.

Interrogé pour savoir s’il aimerait le poste de président du parti, le constitu-

« Ce sont des discussions que j’aurai avec M^{me} Marois, dit Daniel Turp. Je veux être au service de mon parti, au service de la souveraineté. »

tionnaliste, qui entend retourner enseigner à la faculté de droit de l’Université de Montréal, s’est contenté de répondre qu’il s’agit « d’une fonction importante dans notre parti ».

« Ce sont des discussions que j’aurai avec M^{me} Marois, a-t-il ajouté. Je veux être au service de mon parti, au service de la souveraineté. »

L’avocat de formation est reconnu pour ses positions tranchées, qui ne suivent pas toujours la ligne du parti. M. Turp s’était notamment fait rabrouer par André Boisclair, lorsque ce dernier était chef

du PQ, pour avoir proposé publiquement, de sa propre initiative, un projet de Constitution du Québec, une idée alors défendue par l’ADQ de Mario Dumont.

L’élection, lundi, de trois membres de l’exécutif national du PQ provoquera à court terme l’ouverture d’autant de postes à combler. Monique Richard, élue dans Marguerite-D’Youville, devra céder le siège de présidente qu’elle occupait depuis 2005. Élu dans La Prairie, François Rebello devra quitter ses fonctions de vice-président et président de la commission politique. Marie Bouillé, élue dans Iberville, était quant à elle représentante des femmes au sein de l’exécutif national du PQ depuis 2005.

Marche à suivre

Au parti, on indique que l’instance se réunira en janvier pour décider de la marche à suivre. Les postes pourraient être pourvus de façon intérimaire jusqu’à la tenue d’élections en bonne et due forme, au prochain conseil national du parti, dont la date n’a pas encore été décidée.

L’ancien député péquiste de Joliette, Jonathan Valois, a aussi signifié aux instances du PQ son intention de recommencer à s’impliquer dans le parti. S’il ne ferme la porte à l’idée de se présenter à l’exécutif national, il se dit tiraillé entre son désir de militer activement au PQ et sa vie de famille.

« (La présidence), je trouve ça gros pas mal », a confié M. Valois à *La Presse*. « Mon problème, c’est que je veux garder un équilibre entre mon implication militante et cette vie que j’ai présentement, c’est-à-dire un emploi qui me laisse du temps pour m’occuper de mes enfants, de ma famille. »

M. Valois, aujourd’hui âgé de 37 ans, avait décidé de quitter la vie politique en 2007, afin de s’occuper de sa famille. Il élève actuellement ses deux filles de 8 et 10 ans en garde partagée, ce qui rendrait difficile la tenue de réunions en soirée, a-t-il soutenu.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
Daniel Turp a été élu député de la circonscription de Mercier pour le Parti québécois en 2003 et a été battu aux dernières élections provinciales par Amir Khadir.

MINI.CA



LA MINI COOPER 2009.
ZÉRO VERSEMENT INITIAL.
ZÉRO PREMIER PAIEMENT.
ZÉRO DÉPÔT DE SÉCURITÉ.

ZÉRO CHANCE QUE VOUS RETROUVIEZ UNE OFFRE PAREILLE.



Maintenant avec plus de caractéristiques de série, comme un volant multifonctionnel muni d’un régulateur de vitesse • un climatiseur automatique • le contrôle dynamique de la stabilité • des roues en alliage de 16 pouces • des phares antibrouillard • un toit panoramique en verre et des sièges avant chauffants (offerts avec l’ensemble confort).

0\$ VERSEMENT INITIAL	0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
0\$ PREMIER PAIEMENT	359\$* PAR MOIS

OFFRE VALIDE JUSQU’AU 31 DÉCEMBRE 2008

PASSEZ DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MINI OU VISITEZ MINI.CA

3600842A

*Taux de location offert par les Services financiers MINI sur approbation de crédit seulement. Par exemple: le prix de détail suggéré d’une MINI Cooper avec boîte manuelle à 6 vitesses et ensemble confort est de 26 300 \$; la location de ce véhicule à un taux de location annuel de 6,9 % pour un terme de 39 mois, sans aucun versement initial (sur approbation de crédit seulement) ni dépôt de sécurité, requiert des mensualités de 359,96 \$. L’offre requiert une participation du concessionnaire. L’enregistrement d’une hypothèque mobilière (jusqu’à 90 \$) et les taxes sont en sus et requis à la signature du contrat de location. Les frais de transport et de préparation de 1 595 \$ et les frais d’administration du concessionnaire (s’il y a lieu) sont en sus. Les options, les taxes et les assurances additionnelles sont en sus. Obligation totale: 15 634,22 \$. Valeur résiduelle du véhicule à l’échéance du terme: 16 043 \$. Le kilométrage alloué pour la durée du contrat est de 20 000 km; des frais de 0,15 \$ par kilomètre excédentaire seront exigés. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 décembre 2008. Offre suivant disponibilité et sous réserve de modifications. Le véhicule sur la photo est utilisé à titre indicatif seulement et peut inclure certaines options pouvant différer de celles du modèle offert. Certaines conditions s’appliquent. Consultez votre concessionnaire MINI pour plus de renseignements.

3600843

MONTOIT

CE SAMEDI | LES APPARENCES
SONT TROMPEUSES

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

3575669

Sinfonia 15
DE LANAUDIÈRE
STÉPHANE LAFOREST, CHEF D'ORCHESTRE

NOËL
AVEC NATALIE
CHOQUETTE



et
LA SINFONIA DE LANAUDIÈRE
STÉPHANE LAFOREST chef d'orchestre

La Maison Simons
est heureuse de présenter
ce concert en exclusivité

21 DÉCEMBRE - 14h
Théâtre Hector-Charland, L'Assomption
Billetterie : 1-877-589-9198, poste 5

simons

3601808A

POLITIQUE

NOMINATION DE 18 SÉNATEURS

Le projet de Harper conspué

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les trois partis de l’opposition ont dénoncé unanimement hier l’intention du premier ministre Stephen Harper de combler les 18 postes vacants au Sénat avant Noël.

Le Parti libéral, le NPD et le Bloc québécois estiment que M. Harper s’apprête à violer sa pro-

« C’est extrêmement cynique de la part de M. Harper de procéder à la nomination de sénateurs qui acceptent d’emblée tout le programme des conservateurs. »

messe de nommer au Sénat des sénateurs qui auront été élus par la population.

En outre, ils soutiennent que M. Harper doit s’abstenir de faire de telles nominations, étant donné que son gouvernement minoritaire conservateur n’a techniquement plus la confiance de la Chambre des

communes, même si les députés n’ont pas encore voté officiellement une motion de censure.

Les trois partis de l’opposition comptaient renverser le gouvernement conservateur lundi, mais le premier ministre Harper a réussi à contrer leur manœuvre en demandant à la gouverneure générale Michaëlle Jean de proroger le Parlement jeudi dernier.

« C’est extrêmement cynique de la part de M. Harper de procéder à la nomination de sénateurs qui acceptent d’emblée tout le programme des conservateurs. Non seulement c’est extrêmement partisan comme type de nomination dans un Sénat qui est non élu, mais en plus, M. Harper pile sur ses propres principes. Pendant 30 mois, il nous a dit qu’il n’était pas question de nommer de sénateurs si le Sénat n’était pas réformé », a affirmé le député bloquiste Pierre Paquette.

Le Bloc québécois et le NPD réclament l’abolition pure et simple du Sénat.

Pour la sénatrice libérale Joyce Murray, porte-parole de son parti pour la réforme démo-



PHOTO ADIAN WYLD, LA PRESSE CANADIENNE

Le Sénat risque fort de devenir le prochain facteur d’irritation majeur entre le gouvernement conservateur et les partis de l’opposition.

cratique, M. Harper s’apprête à « faire passer ses intérêts politiques avant les inquiétudes et les besoins des Canadiens ».

Déconnecté

« Les Canadiens sont inquiets pour leur épargne et leur gagne-pain, mais M. Harper

semble absorbé par ses manœuvres partisans et obsédé par la sauvegarde de son propre emploi », a dit M^{me} Murray. « Cette décision ne restaurera pas la confiance des Canadiens ni du Parlement envers le premier ministre. Cela montre clairement à quel point M. Harper

est déconnecté des difficultés réelles auxquelles notre pays est confronté en cette période d’incertitude économique. »

La députée néo-démocrate de Churchill, au Manitoba, Niki Ashton, a affirmé que cette décision de M. Harper de nommer de nouveaux sénateurs constitue une raison de plus pour les trois partis de l’opposition de tenter de le remplacer en janvier.

« Nous n’avons plus confiance en lui. Il promet quelque chose et fait le contraire. Il a promis de réformer le Sénat pour qu’il soit plus démocratique. Maintenant il veut aller à l’encontre de cette promesse », a dit M^{me} Ashton.

Selon le constitutionnaliste Stéphane Beaulac, le premier ministre Harper devrait attendre d’avoir soumis son gouvernement à un vote de confiance aux Communes avant de procéder à une vague de nominations au Sénat.

La gouverneure générale

« La confirmation des nominations de sénateurs relève de la gouverneure générale. Or, dans les présentes circonstances de crise, elle devrait attendre que les travaux de la Chambre reprennent le 26 janvier pour vérifier si le gouvernement Harper a toujours l’appui de la Chambre et parle au nom des Canadiens. Il veut faire des nominations alors qu’il est minoritaire et qu’il fait face à un vote de censure. Je plaiderais que c’est anticonstitutionnel et ce n’est pas loin d’être antidémocratique », a dit M. Beaulac.

Des proches collaborateurs de M. Harper ont soutenu hier qu’il incombe au gouvernement qui a été « légitimement élu » le 14 octobre de procéder à ces nominations. Ils ont confirmé que les futurs sénateurs seront des conservateurs qui appuient la réforme du Sénat. Ils ont rappelé que la coalition formée du Parti libéral et du NPD et soutenue par le Bloc québécois a promis de combler ces vacances si ces trois partis réussissent à déloger M. Harper du pouvoir et à former un gouvernement de coalition.

« Nous sommes toujours déterminés à réformer le Sénat, ce qui veut dire des sénateurs élus. Mais aussi longtemps que le Sénat ne pourra être réformé, les vacances au Sénat doivent être comblées par un gouvernement que les Canadiens ont élu, pas un gouvernement que les Canadiens ont rejeté », a affirmé un proche de collaborateur de M. Harper qui a requis l’anonymat.

faire plus de choses qui vous plaisent et moins de choses qui vous déplaisent : ça n’a pas de prix

Perdez moins de temps à gérer vos dépenses d’entreprise. Utilisez votre carte MasterCard[™] pour petites entreprises et simplifiez grandement votre comptabilité. Fini le jonglage avec les reçus et les chèques. Un seul relevé à gérer. Un seul paiement à effectuer. D’autant plus que nos outils en ligne vous donnent un accès direct au relevé détaillé de tous vos achats. N’est-ce pas le moment de vous concentrer sur ce qui compte le plus pour vous ? Pour en savoir davantage, visitez mastercard.ca



Agence métropolitaine de transport

APPEL D’INTÉRÊT

No : DA08-1136

OBJET : FOURNITURE, INSTALLATION ET EXPLOITATION DE DISTRIBUTRICES AUTOMATIQUES DONT LES PRODUITS SONT AUTRES QUE CEUX VENDUS PAR LA SOCIÉTÉ DU GROUPE D’EMBOUEILLAGE PEPSI

Pour consulter le formulaire de déclaration d’intérêt, visitez le site Internet de l’AMT à l’adresse suivante : www.amt.qc.ca/aop

Date et heure limites de réception des offres : le vendredi 23 janvier 2008 à 15h.

Prix du document : Gratuit

Les documents d’appel d’offres sont disponibles en français et peuvent être obtenus ou consultés sur place à partir de 13 h 30 le 11 décembre 2008, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l’endroit suivant :

Agence métropolitaine de transport
500, Place d’Armes, 25e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements :
Ginette Bernard
Conseillère en location
(514) 287-2464 poste 4031

Seuls les soumissionnaires ayant un établissement au Québec seront considérés.

L’AMT n’est pas tenue d’accepter aucune des déclarations d’intérêt déposée.

Noureddine Hannachi, a.p.a.
Directeur, Approvisionnement

CE SOIR, C'EST LA FOLIE.

ON POUQUE LES PRIX ENCORE PLUS TARPOU DANS LE GAMASIN FROPITEZ-EN!

Le solde d'hiver IKEA commence ce soir.
Profitez de réductions jusqu'à 50 %
sur une foule d'articles en magasin.



Si bien chez soi

CYBERPRESSE.CA

QUIZ

L'actualité internationale de la semaine en sept questions sur cyberpresse.ca/quizmonde

PNEUS

Dernière chance pour faire poser vos pneus d'hiver: consultez notre dossier sur cyberpresse.ca/pneus

PHOTOS

Voyez nos photos de l'opération policière menée hier à l'UQAM sur cyberpresse.ca/uqam

NOS BLOGUES



PATRICK LAGACÉ

Émoi à l'UQAM: recherche de témoins

La police de Montréal a pris un pavillon de l'UQAM d'assaut, vers 14 h, après un appel rapportant des bruits s'apparentant à des coups de feu.

Lisez la suite sur cyberpresse.ca/lagace

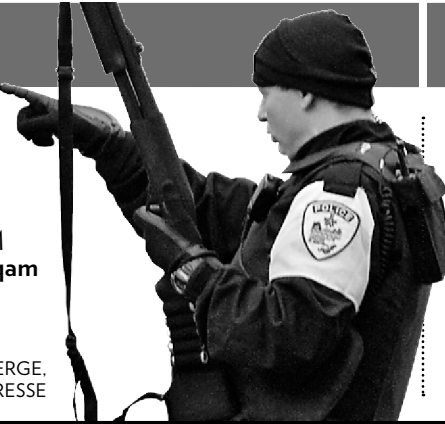


PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

OPHTALMOLOGISTES DANS LA BRUME

Le CUSM pratiquait aussi la « grande première canadienne »

JUDITH LACHAPELLE

Petite commotion dans le milieu de l'ophtalmologie au Québec hier: l'implantation de la kératoprotèse Boston, présentée mercredi comme « grande première canadienne » au CHUM, n'en est pas une. Pire: la technique utilisée au CHUM est jugée dépassée par un collègue du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

Les ophtalmologistes québécois peinaient-ils à voir ce qui se passe dans leur propre cour? « Il semble que oui », admet le président de l'Association des oph-

talmologistes du Québec, le D^r Jean-Daniel Arbour, qui compte 278 membres. « S'ils en font à McGill, on n'en avait jamais entendu parler », dit-il. « Mais habituellement, quand on fait des choses nouvelles, on en parle, on ne voit pas l'intérêt de tenir ça secret », ajoute le médecin, qui pratique aussi au CHUM.

Le D^r Jean Deschênes, ophtalmologiste au CUSM, a redonné la vue à 11 patients depuis un an en utilisant lui aussi la kératoprotèse Boston. « Mais cette kératoprotèse est un modèle parmi tant d'autres, dit le D^r Deschênes. Il y en a de

meilleures, dont celle dite de l'Australie. »

Chacune a ses particularités, selon l'ophtalmologiste, mais l'utilisation de kératoprotèses pour guérir la cécité cornéenne ne date pas d'hier. « Il n'y a rien de nouveau, ça se fait un peu partout. »

La kératoprotèse Boston est constituée de petits disques de plastique entre lesquels on glisse la cornée (la fenêtre à la surface de l'œil qui laisse passer la lumière), qui est fixée avec un anneau de titane, avant de l'implanter sur l'œil.

La D^{re} Mona Harissi-Daguer,

du CHUM, a expliqué mercredi qu'elle utilisait la cornée d'un donneur pour remplacer celle du patient. Sauf que l'utilisation d'une cornée de donneur est une « vieille technique », réplique le D^r Deschênes. « Ce n'est absolument pas nécessaire, dit-il. On a déjà assez de difficulté à avoir des cornées au Québec, pourquoi prendre une cornée de la banque d'yeux alors qu'on peut simplement prendre la cornée du patient? » Parce que peu importe la cornée utilisée, un minuscule trou doit être percé au centre de la membrane pour y mettre la partie

optique de la kératoprotèse.

Le délai d'attente pour obtenir une cornée d'un donneur est de trois à quatre ans. En utilisant la cornée du patient, il n'y en a aucun. Le D^r Deschênes dit qu'il peut opérer un patient qui remplit les conditions requises dans la semaine qui suit la consultation.

Jointe hier en fin de journée, la D^{re} Daguer a expliqué que les patients qu'elle a vus avaient une cornée trop endommagée pour que l'opération réussisse. « Dans le cas de Michel Jetté (NDLR: l'un des patients présenté aux médias mercredi), sa cornée était trop malade et quasiment perforée. »

Le CHUM a publié un communiqué laconique en fin de journée qui indique qu'il ignorait que le CUSM faisait aussi ce genre d'intervention, qu'il « se réjouit que d'autres spécialistes au pays puissent offrir ce service » et qu'il souhaite que « davantage d'ophtalmologistes puissent procéder au même type de chirurgie dans les prochaines années ».



PRIX D'APRÈS NOËL MAINTENANT

super

vendredi, samedi et dimanche

Du vendredi 12 au dimanche 14 décembre 2008

rabais instantané de 15 \$

lorsque vous dépensez 75 \$ ou plus** sur fragrances à prix ordinaires

**Avant les taxes. Offre en vigueur en magasin seulement. Le rabais de 15 \$ sera déduit du prix d'achat. À l'exclusion des fragrances de stylistes 'Achat spécial' à 19,99-34,99, des autres offres de rabais sur les fragrances et des achats dans les magasins de liquidation. En vigueur du vendredi 12 au mercredi 24 décembre 2008.



Samedi, de 14 à 16 h

RABAIS 50%

*Toutes les bottes à prix ordinaires pour hommes, femmes et enfants



Samedi, de 14 à 16 h

RABAIS 55%

*Tous les arbres et décorations de Noël à prix ordinaires



SAMEDI SEULEMENT! RABAIS 70%

*Toutes les vestes Alpinetek^{®/MD} et à bourre polyester à prix ordinaires pour femmes

Et, rabais de 40% *Tous les autres vêtements d'extérieur à prix ordinaires pour femmes

*Tous les parkas, blousons de style aviateur et vestes de ski à prix ordinaires pour hommes

Et, rabais de 40% *Tous les autres vêtements d'extérieur à prix ordinaires pour hommes

*À l'exclusion des articles dont le prix se termine par ,97 et ,88, des articles 'Achat spécial', des modèles Marc New York de Andrew Marc, LNH et sous licence

OFFRE DE DURÉE LIMITÉE!

achetez tout, ne payez rien avant avril 2009[†]

avec la carte Sears ou la carte MasterCard^{MD} Sears^{MD}, lorsque vous dépensez 100 \$ ou plus avant les taxes ou obtenez des points du Club Sears^{MCT††}

[†]Pas de paiement avant avril 2009, sur approbation de votre crédit. Achat minimum de 100 \$. Tous les frais et taxes applicables seront payables en avril 2009. Avec la carte Sears ou la carte MasterCard Sears. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation, des transactions au comptant ou l'équivalent comme les cartes-cadeaux, ainsi que les produits avec installation et services du Centre du foyer Sears, des achats à l'Agence de voyages Sears et dans toutes les entreprises sous licence. Les formules de paiement et les modalités peuvent être modifiées ou supprimées en tout temps sans préavis. Renseignez-vous au sujet d'autres offres de paiement. Sauf avis contraire, les programmes de financement facultatifs ne donnent pas droit aux points du Club Sears.

^{††}Les clients obtiendront des points du Club Sears^{MC} pour les achats avec la carte Sears ou la carte MasterCard^{MD} Sears^{MD} s'ils ne choisissent pas le programme de financement. Les points du Club Sears^{MC} ne s'appliquent pas aux taxes ni aux frais de livraison (s'il y a lieu). Sears^{MD} et Club Sears^{MC} sont des marques déposées de Sears, utilisées sous licence au Canada. MasterCard^{MD} est une marque déposée de MasterCard International Incorporated.

NE122G308 © 2008. Sears Canada Inc.

3602146A

Épargnez jusqu'à

75%

BENIX & CO.

Des économies directement du manufacturier

Lundi à vendredi 9 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h
dimanche de 10 h à 17 h

vente d'entrepôt en magasin

Pour trouver tout ce dont vous avez besoin pour vos réceptions des Fêtes et pour trouver le cadeau idéal pour chacun de vos êtres chers VISITEZ LES MAGASINS BENIX & CO. Nos magasins vous offrent la PLUS GRANDE SÉLECTION DE CADEAUX et D'ARTICLES MÉNAGERS AUX PRIX LES PLUS BAS SUR LE MARCHÉ...C'EST GARANTI!

Boîte rotative à photo
Contient 76 photos de 4" x 6"

Boîte pour photos
fini acajou
Pour 122 photos 4"x6"

19⁹⁹\$ ch
Prix comparable 59,99\$

Cadres à photos
9⁹⁹\$ à 14⁹⁹\$
Prix comparable jusqu'à 24,95\$

Figurines en cristal
4,5 à 6 po de haut
Grand choix de modèles

19⁹⁹\$
Prix comparable 39,99\$

Plats de service en verre « Rose Garden »
Votre choix
19⁹⁹\$ ch
Prix comparable 34,99\$

Grandes tasses festives avec couvercle et cuiller
Votre choix
6⁹⁹\$ ch
Prix comparable 14,99\$

Plateau des Fêtes
rectangulaire avec support en métal
14⁹⁹\$
Prix comparable 34,99\$

Renne plaqué argent
avec 6 chandelles
Hauteur totale 12 po.

19⁹⁹\$
Prix comparable 99,99\$

Assiettes de présentation
Or argent, noir ou rouge

2⁴⁹\$ ch
Prix comparable 7,99\$

Jeu d'échecs 'petits verres'
Planche en verre et 32 petits verres

10⁰⁰\$
Prix comparable 39,99\$

Plat 'Bonhomme'
idéal pour hors-d'œuvre, bonbons ou pour les biscuits du Père Noël

11⁹⁹\$
Prix comparable 21,99\$

Ensemble à fondue
Multi 12 pièces

24⁹⁹\$
Prix comparable 39,99\$

Ensemble décoratif
comprend 3 bougies de 3x6, 3x4 et 3x3 po et un plateau en bois de 13 po avec roches décoratives

24⁹⁹\$
Prix comparable 59,99\$

Jeu de 4 bols pour maïs soufflé
en faïence 5 x 6 po

14⁹⁹\$
Prix comparable 39,99\$

Grand bol pour maïs soufflé
en faïence 7 x 10 po

14⁹⁹\$
Prix comparable 39,99\$

Ensemble à bougies
Comprend 2 bougies cylindriques de 3 po et 1 de 4 po, un plateau en verre sur support en métal et roches de rivière

14⁹⁹\$
Prix comparable 29,99\$

Ensemble de 3 assiettes de service de Noël

19⁹⁹\$
Prix comparable 15,99\$

Ensemble de 4 verres
Fabriqué en Italie

17⁹⁹\$
Prix comparable 39,99\$

Décapsuleur de bouteilles de vin
Avec support et coupe aluminium pour connaisseurs

15⁰⁰\$
Prix comparable 49,99\$

Plateau pliant pour TV/lit

9⁹⁹\$
Prix comparable 27,99\$

Pierre à pizza
15 po
3 pièces

10⁰⁰\$
Prix comparable 29,99\$

Ensemble de 3 poêles à frire
« Teflon » antiadhésives 8, 10 et 12 po

19⁹⁹\$
Prix comparable 49,99\$

Articles de cuisson
«Spiral» antiadhésifs avec couvercles en verre trempé
Articles vendus à l'unité

24⁹⁹\$ à **59⁹⁹\$**
Prix comparable jusqu'à 99,99\$

Rôtissoire antiadhésive robuste
avec grille
16 po x 12 po x 3 3/4 po

39⁹⁹\$
Prix comparable 149,99\$

Service de fine porcelaine
47 pièces
Service pour 8

149⁹⁹\$
Prix comparable 399,99\$

GAGNEZ UNE CARTE-CADEAU AU MONTANT DE 150 \$

BENIX & CO. gift card carte-cadeau

Visitez notre site Web à www.benix.ca, inscrivez-vous et courez la chance de gagner une carte-cadeau de 150 \$. Un tirage par semaine jusqu'au 19 décembre.

Gratuit !

Recevez cette magnifique marmite 18 litres Carrera en acier inoxydable à l'achat d'un ensemble de 10 pièces Carrera

MARMITE 18 LITRES

Valeur de 80 \$

avec coupon seulement ne peut être jumelé avec une autre offre

Batterie de cuisine
de 10 pièces en acier inoxydable avec fond triple couche

199⁹⁹\$
Prix comparable 599,99\$

ENTREPÔT DE MONTRÉAL

JEAN-TALON
BOUL. DECARIE
15

7335, boul. Décarie, angle Jean-Talon et métro Namur

ENTREPÔT DE KIRKLAND

CHEMIN STE-MARIE
40
20

Autoroute 40 Ouest, sortie chemin Sainte-Marie

ENTREPÔT DE LAVAL

13
440
15
MEGA-CENTRE NOTRE-DAME

Sortie Mega-Centre Notre-Dame

ENTREPÔT DE SAINT-LÉONARD

GALERIES D'ANJOU
40
25
JEAN-TALON
BOUL. LANGELE

6856 Rue Jean-Talon E.

Montréal Centre commercial Boulevard, Place Rosemère
Complex Desjardins, Les Halles de la Gare
Longueuil Place Longueuil • **Joliette** Galeries Joliette
Dollard-des-Ormeaux Galerie des Sources
Saint-Jérôme Carrefour du Nord
Trois-Rivières Centre Les Rivières
Sherbrooke Carrefour de L'Estrie

Rendez-nous visite à www.benix.ca

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS Interac

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.

ACTUALITÉS

ENLÈVEMENT DE LA NEIGE

Le cinquième du chargement est terminé

CATHERINE HANDFIELD

Trois jours après la première bordée de neige de la saison, les opérations de déneigement vont bon train à Montréal. La Ville prévoit que le cinquième du travail sera terminé ce matin.

Les cols bleus de la Ville de Montréal ont amorcé le chargement de la neige mercredi soir dans tous les arrondissements, à l'exception de Verdun, Pierrefonds, Montréal-Nord et L'Île-Bizard, qui ont sorti les souffleuses à 4 h du matin hier.

Jour et nuit

« Jour et nuit, quelque 3000 employés et 2200 pièces d'équipement sont sur le terrain à Montréal », a indiqué hier soir Darren Becker, attaché de presse au cabinet du maire Gérald Tremblay. À ce rythme, 20% du travail sera complété ce matin, a précisé M. Becker, soulignant que le chargement dure généralement entre trois et cinq jours.

En principe, tout devrait donc être réglé dimanche.

Mais en pratique, il y a une ombre au tableau: Environnement Canada prévoyait près de 15 cm de neige pour Montréal entre hier soir et ce midi (voir autre texte).

S'il neige

« S'il neige, une part des effectifs devront être redirigés au déblaiement, ce qui risque de prolonger nos opérations », a mentionné M. Becker.

On demande donc aux citoyens de respecter les interdictions de stationnement afin d'accélérer l'opération.

Rappel Les pneus d'hiver obligatoires dans trois jours



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Les policiers de la Sûreté du Québec en Montérégie ont effectué une opération de sensibilisation à la jonction de la route 132 et du pont Jacques-Cartier, hier, afin de rappeler aux automobilistes que la loi les oblige à se munir de pneus d'hiver. Les policiers ne donnaient pas de contraventions, puisque la loi n'entre en vigueur que le 15 décembre, mais ils interceptaient tout de même les automobilistes dont la voiture n'était pas munie de pneus d'hiver ou dont les pneus d'hiver étaient trop usés, ce qui sera également pros crit. Des dépliants expliquant la nouvelle loi et les risques associés à la conduite hivernale sans pneus d'hiver ont été remis aux automobilistes visés. La SQ, qui a l'intention de réaliser de véritables opérations de contrôle à compter du 15 décembre, rappelle aux fautifs qu'un constat leur coûtera 200\$ et 74\$ de frais, soit l'équivalent, ou à peu près... de deux pneus d'hiver. - La Presse Canadienne

Encore une autre bordée!

CATHERINE HANDFIELD

Après avoir reçu 25 cm en début de semaine, la région métropolitaine devait goûter à une autre bordée de neige la nuit dernière. Environnement Canada prévoyait près de 15 cm pour Montréal entre hier soir et ce midi.

De 2 à 4 cm de neige étaient attendus hier soir et un autre 10 cm devait tomber au cours de la nuit.

La tempête, qui s'est formée près du golfe du Mexique, devait toucher toutes les régions au sud du fleuve Saint-Laurent, selon les météorologues fédéraux.

Environnement Canada a émis des avertissements pour les régions situées à l'est de Saint-Hyacinthe jusqu'en Gaspésie. Ces régions devraient recevoir entre 15 et 30 cm de neige jusqu'à ce soir avec des vents soufflant jusqu'à 60 kilomètres à l'heure et de la poudrerie.

Le centre de la dépression devait passer sur l'extrême est de l'Estrie, le nord du Maine et l'est de la Gaspésie. La neige devait se changer en grésil et en verglas dans les secteurs près de la trajectoire de la dépression, notamment l'Estrie.

Ces prédictions se sont-elles réalisées? On se souvient de la bordée de neige de lundi. Environnement Canada prévoyait d'abord entre cinq et

10 cm pour Montréal, qui en a finalement reçu le quintuple.

À 20 h hier soir, les météorologues de MétéoMédia préoyaient toujours une chute de neige importante. Leur site internet annonçait entre 11 et 18 cm jusqu'à cet après-midi. À 22 h, toutefois, la neige n'avait toujours pas commencé à tomber. À pareille date l'an dernier, la région métropolitaine avait déjà reçu 73 cm de neige.

Avec La Presse Canadienne

SALON DES MÉTIERS D'ART

PLACE BONAVENTURE — ENTRÉE LIBRE
DU 5 AU 21 DÉCEMBRE 2008
www.salondesmetiersdart.com
DE 11 H À 21 H, DU LUNDI AU SAMEDI, DE 11 H À 18 H, LES DIMANCHES



SIGNÉ MÉTIERS D'ART

— STÉPHANE DUMONT —

Pensez vert : prenez le métro et apportez vos sacs!

CONCOURS CADEAUX SIGNÉS

Remplissez ce bulletin de participation, déposez-le dans la boîte prévue à cette fin à l'entrée du Salon des métiers d'art. Vous pourriez gagner l'une des nombreuses créations signées, offertes par les artisans tous les jours.

NOM	PRÉNOM
ADRESSE	
VILLE	CODE POSTAL
TÉLÉPHONE	COURRIEL

Pour participer, vous devez répondre à cette question : **Nommez un des artisans du Salon des métiers d'art ?**

Règlements du concours disponibles au Salon des métiers d'art. Valeur totale des prix offerts : 2033 \$. Fac-similés refusés.

Authentik Meubles **SOFA et FAUTEUIL 100 % CUIR** **999\$**

PRIX BOXING DAY
Jusqu'à 70% de réduction sur nos mobiliers de cuir !
Venez faire des affaires!

Payez dans 1 an!

1 JOUR SEULEMENT
Dimanche 14 décembre, de 11 h à 18 h

Québec
850 boul. Pierre Bertrand Sud,
1-866-829-1333

Laval
1750, boul. Le Corbusier,
1-877-341-0777



VOUS ÊTES ENGAGÉS DANS VOTRE MILIEU?

14 500\$ en bourses
+
Prix L'ŒUVRE LÉGER : stage international

Partagez votre expérience au WWW.FORCESAVENIR.QC.CA

Chaque vendredi dès janvier, Forces AVENIR mettra en valeur un élève persévérant, un éducateur, un projet ou un élève engagé, dans *La Presse*.

FORCES AVENIR
RECONNAÎTRE + PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT
PROGRAMME AU SECONDAIRE



BOWRING

comme toujours • produits magnifiques à prix abordables.



Appréciation envers nos client(e)s 3 JOURS SEULEMENT!

*Obtenez un
rabais supplémentaire
de **20 %**
sur tous les articles en magasin



**14⁹⁹\$
ch**

**3⁹⁹\$
ch**

BOLS EN VERRE

7,5 ou 12 po
Comparez de 12,99 \$ à 29,99 \$



**14⁹⁹\$
ch**

Lampe-tempête 8 po
PORTICO
Comparez à 22,9 \$ ch



Porte-bougies **CELESTE**

12,5 po - pour 9 bougies
Comparez à 39,99 \$
Fleurs et chandelles non comprises

**24⁹⁹\$
ch**



**9⁹⁹\$
/jeu de 4**

GRANDES TASSES
POUR BREUVAGES CHAUDS
Comparez à 14,99/l'ens.



BOWRING

Magasins des centres commerciaux

Carrefour Laval - Laval
Promenade St-Bruno - St-Bruno
Place Laurier - Ville de Québec

Bowring chez-soi

Riocan Kirkland - Kirkland
Marché Central - Montréal
Quartier DIX30 - Brossard
Carrefour de la Rive Sud - Boucherville

Ces prix sont en vigueur vendredi le 12 décembre jusqu'à vendredi le 19 décembre 2008. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Bien que nous fassions notre possible pour éviter les erreurs, advenant une erreur de prix, le produit sera vendu au prix en vigueur.

*Ce rabais de 20 % s'applique à tout achat effectué dans n'importe quel magasin Bowring à partir du 12 décembre jusqu'au 14 décembre 2008. Cette offre ne s'applique pas aux cartes-cadeaux ni à l'ornement 'Rêves' d'Enfants. Ne s'applique pas non plus aux achats antérieurs et ne peut être jumelée à aucune autre offre. Voir détails en magasin.



Ornement 'Rêves'

12, 00 \$

Rêves d'enfants

*Tous les profits de ces
ventes seront versés
à la fondation*

*Ensemble nous faisons
toute une différence!*

ENVIRONNEMENT

CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT

Le Canada accusé de « violer » les droits des autochtones



FRANÇOIS CARDINAL
ENVOYÉ SPÉCIAL
POLOGNE

POZNAN — Le Canada a soulevé l'ire des Premières Nations et d'une bonne partie de la communauté internationale, hier lors de la conférence de Poznan, en refusant catégoriquement que les droits des peuples autochtones soient reconnus dans un futur traité sur le climat.

Dans le cadre des négociations menées sur la déforestation, responsable à elle seule de 18 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le Canada a utilisé son droit de veto pour retirer de la déclaration finale les mots « droits » et « populations autochtones ».

Outrés, les groupes concernés estiment qu'il s'agit là d'un « viol de leurs droits fondamentaux ».

Avec l'appui de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et des États-Unis, le Canada a fait dérailler une proposition qui avait pourtant reçu l'appui d'une écrasante majorité de pays, dont ceux de l'Union européenne et de l'Amérique latine, a appris *La Presse*.

L'objectif de la proposition était de garantir deux choses: que les



Le chef national de l'Assemblée des premières nations, Phil Fontaine, s'est dit outré par l'attitude canadienne.

autochtones ne soient pas expropriés par les futures mesures de protection de la forêt, comme cela s'est vu au Congo, et que les autochtones profitent financièrement des fonds alloués pour éviter le déboisement.

Selon les différentes versions de la déclaration, que nous avons vues, le Canada a exigé que

soient biffés plusieurs passages, dont celui qui « reconnaissait les droits et intérêts des autochtones » et celui qui soulignait « l'importance de les impliquer » dans les négociations.

En lieu et place, on reconnaît maintenant « le besoin de promouvoir la participation pleine et entière des autochtones, en

tenant compte des circonstances nationales ».

Présente dans la salle lors du blocus, une négociatrice ayant requis l'anonymat a précisé que le Canada a refusé d'expliquer son geste, malgré plusieurs demandes faites en ce sens par les autres pays. « C'était la consternation dans la salle », a-t-elle raconté.

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE CANADIENNE

Lors d'un point de presse hier, le ministre Jim Prentice n'a pas nié ces informations. Il a simplement réitéré « l'importance de consulter les autochtones » lorsqu'il est question d'environnement.

Pour les principaux concernés, il s'agit de « la toute dernière d'une série de décisions hostiles aux droits des autochtones » faites par le gouvernement Harper.

« Le refus de nos droits dans cet important accord sur les changements climatiques constitue un viol de nos droits fondamentaux », a indiqué le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Phil Fontaine.

Pour Paula Moreira, de l'Amazon Institute for Environmental Research, cette décision « fragilisera » et « marginalisera » encore un peu plus les peuples autochtones du Sud. « Nous avons été choqués par la version finale de la déclaration », a-t-elle lancé, furieuse.

Peuples?

Tout autant que le retrait du mot « droits », l'absence de l'expression « populations autochtones » a aussi fait bondir les autochtones, qui estiment que cela porte carrément atteinte à la réputation du pays comme défenseur des droits de la personne.

« Dans le langage diplomatique, la différence entre autochtones et peuples autochtones est majeure, selon Tove Ryder, de Care international. En reconnaissant les peuples autochtones, on reconnaît leurs droits collectifs. Alors qu'en faisant référence aux seuls autochtones, on accorde à ces derniers les mêmes droits individuels que tout autre citoyen. »

Les négociations en question concernaient un mécanisme (appelé REDD dans le jargon), dont l'élaboration permettra aux pays riches de financer les pays du Sud qui cessent de couper leurs forêts.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste:
francois.cardinal@lapresse.ca

Le Québec s'aligne sur l'Europe

FRANÇOIS CARDINAL
POZNAN, Pologne — Alors que le Québec s'alignait sur les cibles ambitieuses de l'Europe, hier à Poznan, le Canada s'affairait à renverser la vapeur après avoir été attaqué de toutes parts au cours des derniers jours.

En marge de la signature d'une entente avec la Californie, la ministre québécoise Line

Beauchamp a soutenu hier que son gouvernement « endossait » la cible internationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 %, telle que proposée par l'Union européenne.

« Nous souhaitons que la cible minimale soit de moins 20 % en 2020, sur la base de 1990. Nous suivrons de très près les négociations au cours de la prochaine année, notamment au sein de l'Union

européenne, pour examiner la possibilité que des cibles plus ambitieuses même soient adoptées. »

Elle a ajouté que son gouvernement dévoilera au début 2009 la cible précise de réduction des émissions qu'adoptera le Québec.

Le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, a profité de son premier point de presse à la Conférence de l'ONU pour minimiser les critiques

essuyées au cours des derniers jours. Sortant d'une rencontre avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, M. Prentice a dit avoir le respect de la communauté internationale.

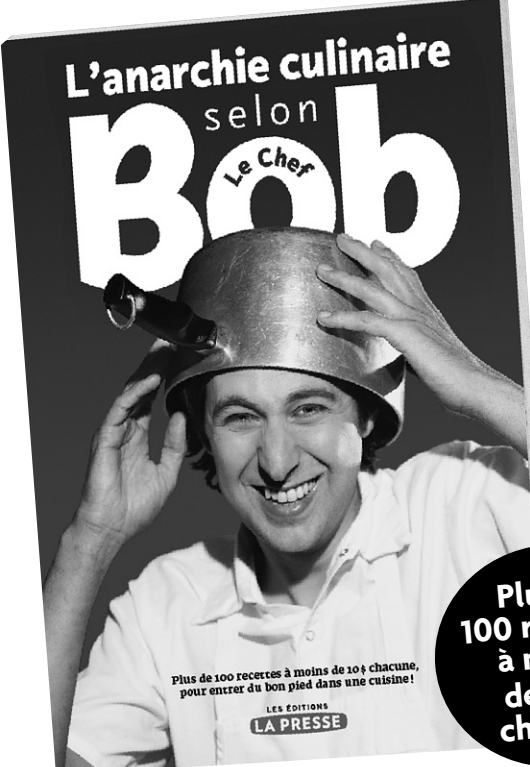
« Nous sommes ici, et nous sommes respectés. »

« Ce n'est pas parce qu'un groupe environnemental dépeint la position du Canada d'une certaine façon que c'est la réalité »,

a-t-il ajouté, en faisant référence aux nombreux « Fossiles du jour » obtenus depuis le début de la conférence. Notons que cette contre-récompense est attribuée quotidiennement par le Réseau Action Climat, une coalition internationale regroupant 365 groupes environnementaux. Plus tôt hier, le ministre s'est exprimé devant l'ensemble des ministres et délégués à Poznan, répétant les éléments clés de son plan, à l'exception de la cible de réduction des émissions pour 2020 (-3 %, selon les normes internationales), pourtant au coeur des discussions ici.



« La cuisine de base quand on sait pas cuisiner pantoute. »



Plus de 100 recettes à moins de 10 \$ chacune

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca



Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10 \$ et plus. Mission bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet pour Noël! 2,48 \$

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou procurer d'autres services essentiels, en cette période de Noël, aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2,48 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant. Parce que donner, ça fait du bien!

☐ 24,80 \$ pour 10 personnes	☐ 62 \$ pour 25 personnes
☐ 124 \$ pour 50 personnes	☐ 248 \$ pour 100 personnes
☐ _____ \$ pour aider autant de personnes possible	

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

N° DE LA CARTE	DATE D'EXPIRATION	
SIGNATURE		
NOM EN LETTRES MOULÉES		
COURRIEL		
TÉLÉPHONE		
ADRESSE		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL

 Libellez et envoyez votre chèque à :
Mission Bon Accueil
606, rue de Courcelle, Dépt. 404108
Montréal, QC, H4C 3L5

3585447A

NOTRE 117^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

Au pays des lutins

6 et 7 / 13 et 14 / 20 et 21 décembre
Parc du Portugal (Marie-Anne / Saint-Laurent) de 11h à 16h

Vox Pop sur la «Main»

12, 13 et 14 / 19, 20 et 21 décembre - Parc des Amériques
Faites un vœu devant les caméras...
qui sera diffusé sur boulevardsaintlaurent.com

Magie en tête... «Main» en fête...

Activités gratuites
Sur le boulevard Saint-Laurent
Activités gratuites - horaires disponibles sur boulevardsaintlaurent.com

Balades en calèche

6 et 7 / 13 et 14 / 20 et 21 décembre - Boulevard Saint-Laurent
(entre Prince-Arthur et Marie-Anne) de 11h à 16h

Atelier découverte

le cheval de la tête aux pieds : 20 et 21 décembre
Parc du Portugal (coin Marie-Anne et Saint-Laurent)



ARCTIC CHANGE 2008

Des autochtones du Yukon témoins des changements climatiques dans le Nord

SARA CHAMPAGNE

Autrefois solides comme du roc, les fondations du village de Dawson, qui a servi de décor à l'album *Klondike* de Lucky Luke, se transforment en marais de boue. Les maisons western construites sur du pergélisol subissent l'érosion des récifs, sans compter la crue des eaux de la rivière Yukon.

Sans le vouloir, donc, les 2000 autochtones de ce territoire au cœur du Yukon deviennent les premiers témoins du Nord canadien à s'adapter à des changements climatiques. Ils sont par le fait même des modèles pour les experts scientifiques qui veulent aider les Inuits de l'extrême Arctique à s'adapter à la fonte des glaces.

Frank Duerden, professeur au département de géographie de l'Université Ryerson, à Toronto, s'intéresse au Yukon depuis 20 ans. Il s'est rendu à trois reprises à Dawson au cours de l'année. L'homme a exposé ses conclusions au colloque international Arctic Change 2008, à Québec, qui prend fin aujourd'hui.

Du temps sec et chaud. Des incendies de forêt de plus en plus nombreux. Des pluies et précipitations de neige abondantes. Les risques d'inondations sont grandissants, dit-il, et toute la région en subit les contrecoups, de même que la faune et la flore.

« Normalement, la rivière a l'habitude de geler au mois de novembre, mais elle ne l'était pas encore il y a quelques semaines, explique M. Duerden. Or, cette rivière devient un pont de glace pour les habitants en hiver. Ils doivent donc déjà changer leurs habitudes en faisant des réserves de nourriture et en passant plus

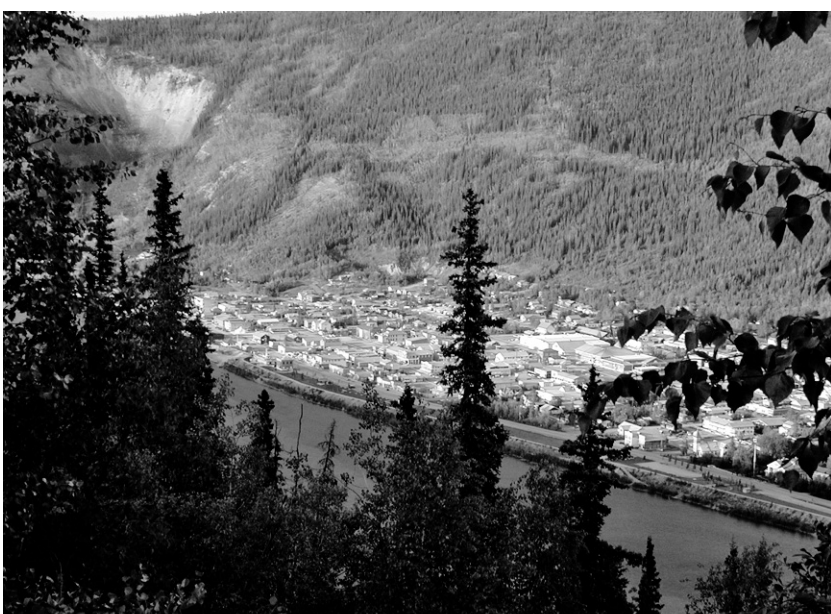


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le village de Dawson, au Yukon, photographié du haut des collines environnantes en juin 2003.

de temps devant l'ordinateur, à attendre le gel. »

Il y aurait bien la solution de construire un pont, mais on estime que les travaux coûteraient 30 millions. Les autochtones de Dawson choisissent plutôt de s'adapter, et n'ont pas l'intention d'abandonner leur terre patrie. En la matière, estime le professeur, ils possèdent une capacité de résilience exemplaire.

« Vous savez, explique M. Duerden, les gens de Dawson ont connu des incendies de forêt dévastateurs, en 2004, qui ont perturbé le tourisme, mais ils se sont relevés. Même chose en 1979, après des inondations qui ont coûté 28 millions en dommages. Même après la fin de la ruée vers l'or, il y a 100 ans, les gens se sont relevés. »

Le chercheur associé à CAVIAR, organisme international de recherche sur les changements climatiques, retourne à Dawson en février. Sa recherche se penchera davantage sur l'adaptation et les façons de bien faire comprendre aux autochtones ce que les changements climatiques veulent dire.

À ce titre, il prévoit entre autres que toutes les infrastructures souterraines de Dawson seront bientôt à refaire, de même que les services de traitement des eaux. L'autoroute qui traverse les territoires du Yukon aussi est construite sur du pergélisol. Comme quoi il n'y a pas que les tuyaux et égouts de Montréal qui ont atteint la fin de leur vie utile...

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : sara.champagne@lapresse.ca

Industrie automobile aux États-Unis

Le Sénat vote contre le plan d'aide

VIRGINIE MONTET
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le Sénat américain a été incapable de se mettre d'accord hier soir sur un plan d'aide aux constructeurs automobiles, livrant ces derniers au spectre d'un dépôt de bilan qui met en péril 2,2 millions d'emplois directs et indirects.

Au terme d'une longue journée de tractations, les 100 sénateurs n'ont pu réunir la majorité requise des deux tiers autour d'un plan d'aide à l'automobile, face à l'opposition farouche des républicains.

« Nous n'avons pas été en mesure de franchir la ligne d'arrivée, a reconnu le chef de la majorité démocrate, Harry Reid. Nous pourrions passer toute la nuit, demain (aujourd'hui), samedi et dimanche, nous n'arriverions toujours pas à franchir la ligne d'arrivée. »

En début de soirée, General Motors a reconnu qu'il préparait un éventuel dépôt de bilan.

M. Reid a passé de longues heures hier à négocier avec un noyau dur de sénateurs républicains qui refusaient de sauver les trois grands groupes nouveaux, General Motors, Chrysler et Ford. Ces derniers réclamaient une aide de 34 milliards US.

Les républicains ont exigé que les constructeurs et leurs puissants syndicats s'engagent sur des mesures de restructuration.

« Je suis terriblement déçu que nous ne parvenions pas à conclure le plan d'aide, a dit M. Reid. Des millions d'Américains, non seulement les salariés de l'automobile, mais aussi les vendeurs, les concessionnaires, tous ceux qui travaillent sur les voitures vont être directement touchés. »

Il s'est inquiété des répercussions sur les marchés alors que la Chambre des représentants, soutenue par la Maison-Blanche, avait adopté mercredi à une large majorité un prêt-relais de 14 milliards US maximum qui devait permettre au secteur de « tenir jusqu'à la fin mars, en attendant la mise en place d'un plan de redressement durable par la future administration Obama. »

« Je crains de regarder Wall Street demain » (aujourd'hui), a dit M. Reid. La Bourse de New York a déjà perdu 2,24 % hier dans la perspective d'un échec du plan de sauvetage au Sénat et les bourses asiatiques chutaient après la nouvelle.

Dans un vote de clôture de leur session, les sénateurs ont décidé par 52 voix contre 35 de clore le débat sans accord sur le plan d'aide d'urgence.

M. Reid a proposé à la Maison-Blanche d'utiliser une partie des 700 milliards de dollars votés en octobre pour le sauvetage du secteur bancaire afin d'aider l'industrie automobile. Cette possibilité a toujours été refusée par le secrétaire au Trésor Henry Paulson.

« Nous allons partir en vacances ce soir, mais pour les centaines de milliers de personnes qui dépendent de ce secteur, cette période des Fêtes ne sera pas joyeuse et se passera à se demander si leur travail, leur gagne-pain, leur maison et l'avenir de leurs enfants n'est pas menacé », a déploré le sénateur démocrate Chris Dodd.

En début de soirée, General Motors a reconnu qu'il préparait un éventuel dépôt de bilan. Le numéro un américain a fait savoir qu'il avait embauché des conseillers juridiques et des banquiers pour se préparer « à toute éventualité ».

General Motors et son concurrent Chrysler ont averti qu'ils pourraient déposer leur bilan avant la fin de l'année s'ils n'obtenaient pas une aide de l'État.

EXCEPTION

WATERMAN

PARIS



DEPUIS 1969

Stylo.ca

MONTRÉAL
Niveau métro Simons

CARREFOUR LAVAL - 450 973-2295

QUÉBEC - BROSSARD

3595343

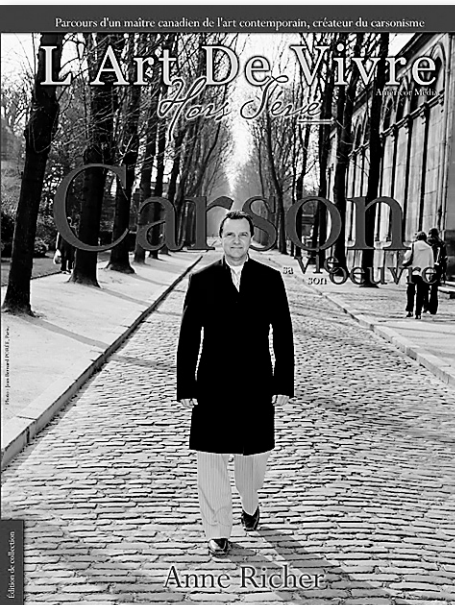
Parcours d'un maître canadien de l'art contemporain, créateur du carsonisme

L'Art De Vivre

Mon Jardin

Carson

2011 Oeuvre



Anne Richer



Photo : F. Galarneau • Jade

3602370

LANCEMENT DE LA BIOGRAPHIE DE CHARLES CARSON

«Carson, sa vie, son oeuvre.» par Anne Richer

RENCONTRE AVEC L'AUTEURE ANNE RICHER ET L'ARTISTE CHARLES CARSON

Le dimanche 14 décembre

GALERIE RICHELIEU
De midi à 15 h
7903, rue Saint-Denis, Montréal
www.galerierichelieu.com

AU BISTRO À CHAMPLAIN
De 16 h à 19 h
75, chemin Masson
Sainte-Marguerite du lac Masson
www.bistroachamplain.com

Les expositions se poursuivent jusqu'au 15 janvier 2009

Galerie d'art Richelieu

Aussi spacieuse qu'un musée,
aussi chaleureuse qu'une maison d'amis

7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca
Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com

Anne Richer nous révèle un être surprenant et attachant. Un peintre sans frontière, né au Québec, qui a vécu 10 ans en Amérique du Sud et qui n'a jamais cessé de vouloir rendre heureux par sa peinture. Reconnu comme l'un des peintres marquants de sa génération, il a créé un langage pictural que des experts et historiens de l'art ont nommé en son nom: carsonisme la démesure suit son cheminement. Il faut connaître chez Carson comme chez tout grand artiste, le processus de sa créativité. Et c'est souvent dans les méandres de l'enfance de l'homme, en découvrant les premières années où le caractère s'est forgé, que l'amateur d'art saisira mieux l'émotion de son regard sur l'oeuvre de l'artiste. www.charlescarson.com

PROFITEZ DU TARIF PRÉVENTE DE 11 \$ ET ACHETEZ EN LIGNE VOS BILLETS POUR LE SALON DE L'AUTO 2009

www.salonautomontreal.com

VOICI UNE SUGGESTION CADEAU ORIGINALE POUR NOËL !
En plus d'économiser 4\$ sur le tarif de fin de semaine, vous accéderez plus rapidement au Salon. Cette prévente est offerte jusqu'au 4 janvier 2009.



LA PRESSE

SALON DE L'AUTO

PRÉSENTÉ PAR  **Desjardins**
Assurances générales

16 AU 25 JANVIER 2009
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

ACTUALITÉS

AFFAIRE VILLANUEVA

Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête

TRISTAN PÉLOQUIN

Persuadée que l'enquête publique présidée par le juge Robert Sansfaçon sur la mort de Fredy Villanueva n'est qu'une mascarade, la Coalition contre la répression et les abus policiers organise ce samedi un tournoi de dés au parc Henri-Bourassa.

L'enquête publique, qui commencera début janvier, doit en principe donner davantage d'éclaircissements sur l'interpellation policière survenue le 9 août, au cours de laquelle le jeune Fredy Villanueva a tué par un coup de feu des policiers. Ces événements avaient été l'élément déclencheur des émeutes à Montréal-Nord.

On se souviendra que M. Villanueva jouait aux dés avec un groupe d'amis dans le parc Henri-Bourassa lorsque les policiers les ont interpellés. Les forces de l'ordre avaient justifié leur intervention en invoquant un règlement municipal qui interdit les jeux de hasard dans les lieux publics.

« Les dés sont pipés », a lancé hier en point de presse le porte-parole de la coalition, Alexandre Popovic. Le groupe de pression dénonce le fait qu'avant même la

fin de l'enquête publique, la Couronne a déjà annoncé qu'aucune accusation ne sera portée contre le policier qui a fait feu.

En 1980, jugé Robert Sansfaçon avait présidé une enquête publique semblable concernant la mort du manifestant Gaston Harvey, survenue à la suite d'une intervention policière au Manoir Richelieu. À l'époque, ce n'est qu'une fois que le juge Sansfaçon eut rendu ses conclusions publiques que la Couronne avait décidé ne pas porter d'accusation contre le policier, jugé en partie responsable du décès. « Le gouvernement libéral actuel a choisi de procéder de manière inverse dans l'affaire Villanueva, blanchissant le policier avant même la tenue de l'enquête publique. Le gouvernement n'a pas expliqué la logique derrière cette étonnante différence de traitement », dénonce la Coalition.

Les protestataires accusent également la Fraternité des policiers de collusion gênante avec le gouvernement, puisque deux de ses anciens présidents, Yves Prud'homme et Georges Painchaud, se sont présentés comme candidats pour le Parti libéral du Québec au cours des dernières années. La Fraternité des policiers n'a voulu faire aucun commentaire.

ce secteur. Mais il semble que l'appel n'ait pas eu de suite. « Nous croyons important de préciser que l'appel reçu au 9-1-1 n'aurait pas été transmis aux policiers ou aux services ambulanciers depuis la prise d'appels au centre d'urgence 9-1-1 », a déclaré hier le directeur de la police de Québec, Serge Bélisle. Si l'enquête prouve qu'il a mal fait son travail, le centre d'urgence 9-1-1 n'en serait pas à son premier cafouillage de l'année. — Le Soleil

LES AUBAINES DE LA SEMAINE

Chaque vendredi, trouvez ici des offres exceptionnelles de nos annonceurs.

Centre de liquidation

MAZZO SPORTS

SKIS TWIN TIP ADULTES

À PARTIR DE
200\$



SKIS BOTTES FIXATIONS

ENSEMBLES ADULTES À PARTIR DE

299,99\$

MANTEAUX ADULTES

**à partir de
99,99\$***

**ENSEMBLES
JUNIOR
169,99\$**

**TOUTES NOS TUQUES
1 SEUL PRIX 10\$**

**TOUS NOS GANTS
ET MITAINES 15\$**
Sauf en cuir

Sauf en cuir

**TOUTES NOS PLANCHES
À NEIGES TECHNINE**

un seul prix

149,99\$

À PARTIR DE
200\$



200+

EN

SEMBLES
À PARTIR DE
9 99\$

*PHOTOS À TITRE INDICATIF SEULEMENT

AUSSI DISPONIBLE SKIS DE MARQUES • **HEAD** • **ELAN** • **ATOMIC** • **FISCHER** • **MERRELL** • **ORAGE** • **RIPZONE** • **NORTHWAVE**

6755, boul. Métropolitain Est, St-Léonard (sortie Langelier) **514-329-1881**
(Voisin de Golf Town)

(Voisin de Golf Town)

Les gangs pullulent dans les aéroports

La sécurité des passagers pourrait être menacée, selon la GRC

CAROLINE TOUZIN

Près d'une soixantaine de gangs distincts ont infiltré les principaux aéroports du pays, dont Montréal-Trudeau, révèle une longue enquête de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Cette situation peut compromettre la sécurité des passagers, indique la police fédérale. La GRC a épluché plus de 1300 rapports d'enquête policière concernant des activités illicites survenues dans huit grands aéroports du Canada de 2005 à 2007. Tous n'ont pas débouché sur des mises en accusation.

« Dans certains cas, l'intérieur de l'aéronef a été modifié de manière à dissimuler de la drogue, ce qui aurait pu mettre en jeu la sécurité des passagers à leur insu », écrit la section des renseignements de la GRC dans un rapport rendu public, hier, après que le *Globe and Mail* en eut révélé la teneur.

Des employés complices

La majorité des activités criminelles dans les aéroports se déroulent à Toronto, Vancouver et Montréal, selon cette enquête baptisée Projet Spawn. Parmi le millier de personnes impliquées dans des activités de contrebande ou soupçonnées de l'être, on compte près de 300 anciens ou actuels employés de compagnies aériennes. Fait troublant: la majorité de ces employés travaillent toujours dans un aéroport canadien aujourd'hui, a constaté le corps policier fédéral.

« Aucune organisation publique ou entreprise n'est à l'abri d'une infiltration par un groupe criminel qui ne recule devant rien pour faire du profit », a souligné à *La Presse* le surintendant principal aux renseignements criminels de la GRC, Pierre Perron.

Les groupes du crime organisé exploitent les aéroports en corrompant les employés ou en intégrant des associés criminels aux effectifs de l'aéroport. L'opération policière Colisée est citée en exemple. Cette opération menée au Québec en 2006 a révélé les techniques de la mafia montréalaise pour infiltrer l'aéro-

« Dans certains cas, l'intérieur de l'aéronef a été modifié de manière à dissimuler de la drogue. »

port Montréal-Trudeau. Dans son rapport, la GRC n'énumère pas la soixantaine de gangs ciblés.

« On se rend compte qu'il faut améliorer l'échange d'informations entre les corps policiers, l'Agence des services frontaliers du Canada et Transport Canada. Les lois actuelles ne nous permettent pas d'échanger des informations sur des employés des aéroports tant qu'une enquête criminelle n'est pas ouverte », explique M. Perron. Exemple de manque de communication: un ancien employé d'une société aérienne a continué de voyager en compagnie de motards à l'aide d'un laissez-passer.

Seulement 1 % des employés des aéroports affectés à des zones réglementées faisaient l'objet d'un contrôle à l'entrée de la zone et aucun d'entre eux n'était soumis à un contrôle au moment de partir, indique un rapport publié par le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale en 2007.

Coke, héroïne et khat

Le crime organisé est très actif dans l'importation de cocaïne. Cette drogue provient des Caraïbes et arrive souvent par avion à l'aéroport de Vancouver. Les gangs s'intéressent aussi à l'héroïne de l'Amérique latine qui, elle, entre au pays par l'aéroport de Toronto. De leur côté, les employés corrompus qui ne sont pas liés au crime organisé préfèrent le commerce du khat, la feuille d'une plante aux propriétés psychotropes.

Le khat est la drogue la plus saisie dans les aéroports canadiens, principalement à Toronto, Montréal et Ottawa, selon l'enquête de la GRC. Cette drogue provient du Royaume-Uni, où elle n'est pas interdite. « Cette tendance cadre avec la forte demande de khat dans ces trois régions du Canada où l'on trouve une plus grande concentration de communautés somaliennes, yéménites, éthiopiennes et kényanes », peut-on lire dans le rapport.

Ne vous leurrez pas, le commerce illégal du khat n'a pas surpassé celui de la cocaïne ou de l'héroïne, prévient la GRC. C'est que les chiens policiers dépistent facilement son odeur.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Les groupes du crime organisé exploitent les aéroports en corrompant les employés ou en intégrant des associés criminels aux effectifs de l'aéroport.

LES AUBAINES DE LA SEMAINE

Chaque vendredi, trouvez ici des offres exceptionnelles de nos annonceurs.



Photo Service

www.photoservice.ca



foto source[™]

Le magasin spécialisé qui vend vraiment moins cher!

Canon

PowerShot A590 IS



8 mégapixels
4X zoom optique
Écran 2.5po
Après rabais instantané de 205*
Prix régulier: 145\$

125\$*

PowerShot SD870 IS



10 mégapixels
3.8X zoom optique
Écran 3po

269\$

EPSON STYLUS PHOTO R280

0\$

À l'achat d'un appareil photo numérique
Après remise postale de 100\$, taxes en sus.

Rég : 99.⁹⁹\$

Valide en magasin seulement



EOS Rebel Xti

Avec 18-55mm + 75-300mm et sac photo

729\$

10,1 mégapixels
Processeur DIGIC II
AF sur 9 points
Écran Acl de 2,5 po



Promotion valide jusqu'à épuisement des stocks ou 3 janvier 2009

+ Recevez à l'achat d'une caméra une prime de 70 ou 80\$

La prime varie selon le modèle de caméra. Détails en magasin ou sur le site web - Prime non monnayable

Velbon

Sherpa Pro CF535

240\$

Velbon DF50
Photo et vidéo

39\$

Sherpa RUP-40
monopied

59\$



Cadre numérique IQ de qualité

Cadre numérique 8" noir

169\$ - (rég:199\$)

Cadre numérique 12" noir

229\$ - (rég:249\$)



SIGMA



SIGMA 18-200MM
DC OPTICAL-F3.5-6.3
STAB. lentille

549\$



SIGMA 10-20MM
F4-5.6 EX DC HSM

649\$



SIGMA 70-300
F4-5.6 APODG
Macro

274\$

Venez rencontrer **Monic Richard**, Photographe et Auteur du livre «**La face cachée du portrait**» pour découvrir ses trucs et astuces de pro

Aujourd'hui 12 décembre,
en magasin de 13h00 à 17h00



34,95\$ rég : 39,95\$

Vente | Location | Réparation | Laboratoire | Formation

222, Notre-Dame Ouest Vieux-Montréal, Métro Place d'Armes **514-849-2291**
Lun au Mer de 8h30 à 17h30 Jeu et Ven 8h30 à 20h30 Sam de 9h30 à 16h30

EN BREF

Enlevé et toujours introuvable

Une semaine après son enlèvement, le pégriot italien Mario Marabella reste introuvable. Âgé de 40 ans, Marabella, qui fait principalement dans le prêt usuraire, a été kidnappé alors qu'il se trouvait dans une station-service longeant l'autoroute 440, dans l'ouest de Laval. Sortis de nulle part, des individus l'ont littéralement « arraché » de sa voiture avant de l'entraîner dans une fourgonnette. L'incident s'est produit vers 16h le 4 décembre, mais ce n'est que le lendemain que sa femme a rapporté sa disparition à la police de Laval. Marabella

a souvent été arrêté pour des histoires de menaces et d'extorsion. – La Presse

Un incendie dans Rosemont fait une victime

Une personne a perdu la vie, hier, dans l'incendie d'un immeuble du quartier Rosemont, à Montréal. Vers 19h15, les pompiers ont été dépêchés 5^e Avenue, à l'angle de la rue Masson, où le feu se propageait dans un triplex. Ils ont découvert un cadavre à l'intérieur du logement à l'étage, là où les flammes avaient pris naissance. On ignorait l'identité de la victime et les causes de l'incendie. Les dommages sont limités au premier étage, a indiqué la police de Montréal. – Catherine Handfield

Reportage publicitaire

VOTRE GUIDE D'ACHATS DES FÊTES

SHOPPING

MAGASINONS AVEC LE GUIDE
SHOPPING NOËL le samedi
13 DÉCEMBRE dans La Presse.

Noël



LES AUBAINES DE LA SEMAINE

Chaque vendredi, trouvez ici des offres exceptionnelles de nos annonceurs.

Armoires & compagnie

De vrais trésors à petits prix!



Armoires 6 pi en pin massif
À partir de **295 \$**

Chiffonniers ou meubles de lavabo
À partir de **395 \$**

Ensembles télévision à écran plat
À partir de **295 \$**

Armoires 41 po x 7 pi en pin massif
À partir de **695 \$**

Plus de 500 modèles et de grandeurs différents.
Portes d'armoires de cuisine à peu de frais.

Ouvert 7 jours sur 7

514-321-0188
5755, boul. Métropolitain Est, Mtl
Au nord du Métropolitain entre Lacordaire et Langelier / www.armoiresetcompagnie.com

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

GRÈCE Inégalités et corruption

Le chef de l'opposition socialiste, Georges Papandréou, a dénoncé hier «les inégalités sociales» et «la corruption aux plus hauts niveaux du gouvernement», responsables, selon lui, des émeutes qui secouent la Grèce depuis samedi. De nouveaux heurts ont opposé hier jeunes et policiers à Athènes. — AFP

FRANCE Agitation lycéenne

La contestation des lycéens contre une réforme scolaire s'est amplifiée hier dans plusieurs villes pour la quatrième journée consécutive, émaillée d'incidents à Brest et à Aix-en-Provence. La police a estimé les manifestants à 3500 à Rennes, 1600 à Nantes, 1400 à Quimper, et un millier à Caen. — AFP

ZIMBABWE



PHOTO ASSOCIATED PRESS
Une femme présumée atteinte de choléra est transportée en brulette vers un clinique de Harare.

Changement de régime?

Accentuant la pression pour chasser Robert Mugabe du pouvoir, les États-Unis ont appelé hier l'ONU à se substituer à l'«État défaillant» au Zimbabwe. «Il est temps que Mugabe s'en aille», a dit leur ambassadeur à Harare, James McGee. L'USAID a ajouté 6,2 millions de dollars à la lutte contre le choléra dans ce pays. — AFP

ISRAËL Transférer les Arabes

En campagne électorale, Tzipi Livni, chef du parti Kadima, a proposé hier d'installer les Arabes d'Israël dans un futur État palestinien. Au Likoud, le candidat Moshé Feiglin pose problème: il a déclaré en 1995 que «le nazisme a sorti l'Allemagne de la détresse pour l'amener à une situation fantastique sur le plan physique et idéologique». — AFP

RDCONGO Besoins humanitaires

Les acteurs humanitaires en République démocratique du Congo (RDC) auront besoin de 831 millions de dollars en 2009, selon le coordonnateur de l'ONU dans le pays. La reprise des combats fin août au Nord-Kivu a «jeté sur les routes et dans les forêts plus de 250 000 nouveaux déplacés», a dit Eusèbe Hounsokou. — AFP

BRÉSIL Les Indiens gagnent

Les Indiens d'Amazonie ont fêté hier une décision de la Cour suprême qui protège la «Raposa Serra do Sol», interdisant la présence de fermiers blancs dans cette vaste réserve de l'extrême nord du Brésil. Le litige durait depuis plus de 30 ans. Un juge a retardé la décision définitive de la Cour. — AFP

MEXIQUE 10 morts

Dix hommes ont été tués dans un affrontement armé dans la nuit de mercredi dans l'État de Sinaloa, bastion d'un puissant cartel de drogues dont le chef, Joaquín «El Chapo» Guzmán, est en fuite. Sur les lieux ont été retrouvés 229 cartouches de AK-47 et de 9 mm, et des fusils d'assaut AK-47. — AFP

Scandale de corruption en Illinois

Obama nie toute tractation avec le gouverneur Blagojevich



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES

La politique en Illinois a la réputation d'être un sport de contact où tous les coups sont permis. Hier, le président désigné, Barack Obama, a cherché à tracer la ligne entre la conduite de son équipe et les manœuvres du gouverneur démocrate Rod Blagojevich, accusé d'avoir cherché à obtenir des pots-de-vin dans l'attribution du poste de sénateur laissé vacant par Obama.

«Je suis absolument certain que mon équipe n'a pas été impliquée (dans des tractations au sujet du poste), a dit Obama en point de presse à Chicago. Cela serait une violation de tout ce pourquoi notre campagne s'est battue.»

Obama a promis d'enquêter pour dissiper tout soupçon au sujet des liens avec Blagojevich. Le président désigné a aussi invité M. Blagojevich à démissionner. «Il n'a plus la confiance des électeurs de l'Illinois», a-t-il dit.

Le point de presse d'Obama devait servir à annoncer la

nomination de Tom Daschle au poste de secrétaire de la Santé et des Services sociaux. Or, c'est le scandale politique en Illinois qui a dominé la période des questions.

Tôt mardi matin, la police a arrêté le gouverneur Blagojevich à son domicile. M. Blagojevich est accusé d'avoir créé un système «payer pour jouer» dans lequel les candidats intéressés au poste de sénateur vacant devaient lui promettre de l'argent.

Selon des documents de la poursuite diffusés sur le site

Le gouverneur démocrate de l'Illinois, Rod Blagojevich, est accusé d'avoir créé un système «payer pour jouer» dans lequel les candidats intéressés au poste de sénateur vacant devaient lui promettre de l'argent.

d'enquête *The Smoking Gun*, M. Blagojevich «voulait être assuré de toucher des revenus de cette entente lorsqu'il aurait cessé d'être gouverneur».

Selon des enregistrements secrets cités par la poursuite, le gouverneur utilise un langage cru pour dire qu'il n'a pas l'intention d'attribuer le poste au mérite. «Je veux faire de

l'argent», aurait-il confié à son chef de cabinet.

En tant que gouverneur, Rod Blagojevich a la responsabilité de nommer le successeur d'Obama au Sénat.

Puissant syndicat éclaboussé

Les enregistrements cités montrent aussi que M. Blagojevich est furieux de l'attitude de l'équipe d'Obama. «Ils ne veulent rien me donner», dit-il, selon la poursuite.

Les scénarios où les puissants syndicats de Chicago marchent main dans la main avec les

Service Employees International Union pour chercher à négocier un poste de directeur à 250 000\$ par année pour Blagojevich, après son mandat. En contrepartie, le gouverneur se serait engagé à donner le poste de sénateur à Valerie Jarrett, protégée d'Obama, et décrite comme étant favorable aux demandes syndicales.

Le Service Employees International Union est le syndicat le plus puissant en Illinois. L'organisation a dépensé quelque 26 millions de dollars pour aider la campagne présidentielle de Barack Obama cette année. Les représentants du syndicat ont dit ne pas être en mesure de commenter l'affaire, hier.

L'inculpation du gouverneur Blagojevich a soulevé une tempête politique aux États-Unis depuis trois jours. Plusieurs élus républicains ont critiqué la réponse initiale d'Obama, qu'ils ont qualifiée de «vague».

Refus de démissionner

Le président désigné, comme la vaste majorité des sénateurs démocrates, a depuis appelé le gouverneur à donner sa démission. Libéré sous caution, M. Blagojevich a jusqu'ici refusé de partir. Il s'est d'ailleurs rendu au travail, mercredi et hier.



PHOTO MARWAN IBRAHIM, AFP
Un attentat suicide, dans un restaurant près de Kirkouk dans le nord de l'Irak, a fait hier 55 morts et 120 blessés. Un policier transporte une petite fille blessée dans ses bras vers l'hôpital.

IRAK

Carnage dans un restaurant : 55 morts

D'APRÈS AP ET AFP

BAGDAD — Un attentat suicide visant des chefs tribaux arabes et des militants kurdes alliés aux États-Unis a fait au moins 55 morts et 120 blessés hier dans un restaurant proche de Kirkouk, dans le nord de l'Irak.

D'après un responsable kurde, les dirigeants tribaux arabes déjeunaient dans le restaurant Abdullah avec des membres de l'Union patriotique du Kurdistan, parti du président irakien Jalal Talabani, à l'occasion de l'Aïd el-Kebir.

Kirkouk est au cœur des champs pétrolifères du nord de l'Irak. La région est le théâtre de rivalités entre les Kurdes, qui veulent son intégration au Kurdistan autonome, et Arabes et Turkmènes, qui souhaitent son maintien sous contrôle du gouvernement central.

Le gouvernement irakien a appelé entre-temps le président désigné américain Barack Obama et sa future administration à enga-

ger le dialogue avec l'Iran et la Syrie pour «résoudre» les problèmes du Proche-Orient.

Dialogue avec l'Iran

«J'appelle la nouvelle administration à ouvrir un dialogue avec l'Iran pour résoudre les problèmes exceptionnels qui affectent la stabilité de la région», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ali Al-Dabbagh, dans un communiqué diffusé à l'issue d'une conférence internationale à Washington.

«Nous encourageons l'administration à dialoguer avec la Syrie», a-t-il ensuite déclaré à quelques journalistes au Pentagone.

Les forces américaines en Irak commenceront à transférer leurs détenus aux autorités du pays à partir du 1^{er} février 2009, a annoncé entre-temps le général David Quantock, commandant de la Task Force 134 chargée des prisons.

«Le 15 décembre, la coalition fournira la première fournée de

dossiers de détenus, qui devront être examinés par le gouvernement irakien», a-t-il indiqué, selon un communiqué émis hier.

«Le gouvernement irakien aura 45 jours pour décider ceux qu'il entend libérer et ceux qu'il entend transférer dans les prisons irakiennes à partir du 1^{er} février 2009», a-t-il ajouté.

Les prisons étrangères dirigées par les Américains détiennent 15 800 personnes dans deux camps: Camp Cropper, sur la base Victory, près de l'aéroport de Bagdad, et Camp Bucca, à l'extrême sud du pays.

Trafic d'humains

Enfin, le représentant spécial de l'ONU en Irak, Staffan de Mistura, a exprimé hier sa sérieuse préoccupation concernant le «trafic d'êtres humains» organisé par des prestataires de services étrangers en Irak.

Le chef du bureau des Droits de l'homme de l'ONU en Irak,

Olivier Bercault, a indiqué qu'un millier d'ouvriers du Sri Lanka, d'Inde, du Népal et du Pakistan sont venus il y a quatre mois pour travailler en Irak.

«Ils ont payé des intermédiaires dans leur pays entre 2000 et 5000\$, ce qui représente une somme considérable. Leur passeport leur a été confisqué à leur arrivée», a-t-il dit, précisant que leur salaire devait s'élever à 400\$ environ.

Selon le quotidien britannique *Times*, le premier à parler de cette affaire, ces ouvriers devaient travailler pour une firme koweïtienne, Najlaa, sous-traitant de la société américaine KBR, un des principaux prestataires du Pentagone.

Des milliers d'Indonésiens, Pakistanaï, Philippins et ressortissants de pays asiatiques travaillent sur les bases américaines en Irak, où ils s'occupent des cuisines, du transport et des travaux de logistique.

INDE / PAKISTAN

L'Inde exclut une action militaire

Mais elle s'adresse à l'ONU et qualifie le Pakistan d'« épice centre du terrorisme »

JOONEED KHAN

L'Inde a exclu hier une action militaire contre le Pakistan, qui continue de sévir contre les extrémistes musulmans chez lui, mais elle a qualifié son voisin d'« épice centre du terrorisme islamiste » après les attaques de Bombay, pour lesquelles New Delhi exige d'Islamabad l'extradition de 40 suspects.

L'assurance devrait calmer la controverse née d'un appel présumé du ministre indien des Affaires étrangères Pranab Mukherjee au président pakistanais Asif Ali Zardari, au plus fort des attaques de Bombay, menaçant de frapper son pays.

Mukherjee a nié avoir fait un tel appel, plusieurs ont parlé d'un faux, mais le Pakistan, qui avait mis ses forces en état d'alerte, dit détenir l'enregistrement de la conversation téléphonique.

Après trois guerres, un nouveau conflit entre ces puissances nucléaires « n'est pas la solution », a répondu hier Mukherjee à un député qui réclamait une frappe contre le Pakistan en représailles au carnage de Bombay (172 morts).

Islamabad frappe les islamistes

Le gouvernement civil et laïque élu au Pakistan en février semble enfin prendre le taureau par les cornes pour en découdre avec les groupes armés islamistes, dits djihadistes ou partisans de la guerre sainte, qui pullulent dans le pays depuis la guerre contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, de 1979 à 1989.

Après l'arrestation de 16 militants dans un raid nocturne contre le Jamaat-ud-Daawa (JuD) à Muzaffarabad, capitale du Cachemire pakistanais, Islamabad a placé en résidence surveillée huit leaders de la fondation, considérée comme l'aile politique du groupe islamiste armé Lashkar-e-Taiba (LeT), interdit en 2002.

Parmi les huit figurent le fondateur et chef historique du Lashkar, Hafiz Saeed, qui a créé la Jamaat au lendemain de l'interdiction du LeT, mouvement accusé par l'Inde d'avoir organisé et perpétré les attaques de Bombay.

Ces annonces par Islamabad interviennent au lendemain de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de placer, en plus du LeT, la JuD et quatre individus, dont Hafiz Saeed, sur sa liste des personnes ou des entités soutenant le terrorisme.

Les trois autres sont Zaki-ur-Rehman Lakhvi, arrêté au Pakistan et soupçonné d'être le chef militaire du LeT, Haji Muhammad Ashraf et Momon Mohammad Ahmed Bahai. Lakhvi est décrit comme le planificateur des attaques de Bombay.

L'Inde à l'ONU

L'Inde a en effet porté la question devant le Conseil de sécurité de l'ONU, où le ministre d'État indien E. Ahmed a dénoncé « le lien entre l'État (du Pakistan) ou des éléments au sein de l'État avec des organisations terroristes ».

Le Pakistan, lui-même ébranlé par le terrorisme islamiste, comme l'a souligné mardi le président Zardari dans une tribune du *New York Times*, a répondu que « la meilleure retombée des attaques de Bombay serait de régler le conflit du Cachemire », qui envenime les relations entre les deux pays depuis 61 ans.

Au Parlement indien hier, le premier ministre Manmohan Singh a « pris bonne note des mesures annoncées par le Pakistan », mais a réclamé « beaucoup plus » de la part du pays voisin.

« Il faut réveiller la communauté internationale pour qu'elle s'occupe du terrorisme dont l'épicentre est situé au Pakistan », a-t-il déclaré.

Le premier ministre pakistanais, Yousuf Raza Gilani, a de son côté assuré que son pays remplirait ses obligations. Il « a déclaré que le Pakistan a pris bonne note de l'inscription de certains individus et entités sur la liste des terroristes ».

Avec AFP, AP, Reuters, PTI, Indian Express, Dawn

COOPÉRATION ARDUE

« Nous avons donné au Pakistan une liste de 40 personnes » soupçonnées d'avoir « pris part à des actions terroristes » et d'avoir « trouvé refuge » au Pakistan, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, devant le Parlement indien.

Sur cette liste figure Dawood Ibrahim, chef mafieux indien recherché pour de monstrueux attentats perpétrés à Bombay le 12 mars 1993 (257 morts) et le Maulana Masood Azhar, un dignitaire musulman pakistanais qui a été libéré par l'Inde en 1999 en échange des passagers d'un avion indien détourné en Afghanistan.

« Vous les arrêtez et vous nous les livrez », a déclaré le ministre à l'adresse du Pakistan.

Mais le Pakistan insiste qu'il veut juger sur son territoire tout suspect qu'il arrête et qu'il n'est pas question d'en extradier vers l'Inde.

L'Inde n'a toujours pas fourni à Islamabad de preuves officielles de l'implication de Pakistanais dans les attaques de Bombay ou d'autres actes terroristes chez elle, a déclaré hier, par ailleurs, le ministère de l'Intérieur pakistanais.

— Jooneed Khan



PHOTO ARIF ALI, AFP

Des policiers pakistanais marchent devant la maison de Hafiz Saeed, fondateur et chef historique du groupe islamiste armé Lashkar-e-Taiba (LeT), placé en résidence surveillée. LeT est accusé par l'Inde d'avoir organisé et perpétré les attaques de Bombay.

La bonne « pression » des Fêtes !



Le FÛT PRESSION Heineken : 5 litres de bière pression fraîche jusqu'à la dernière goutte. Son système breveté de pression au CO₂ garantit une bière fraîche jusqu'à 30 jours après ouverture.

 S'il vous plaît visiter : EnjoyHeinekenResponsibly.com

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

De la neige ? Incroyable !



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

L'hiver s'est abattu sur Montréal, cette semaine, plongeant la ville dans le chaos. L'heure de pointe de mardi soir a été dantesque. Hier, deux jours plus tard, la circulation demeurait infernale – sans parler des places de stationnement, squattées par des banquises.

Mais tout ça s'explique, bien sûr. Il y a la neige, d'abord: s'il ne neigeait pas, ça irait beaucoup mieux pour le déneigement. Les voitures, ensuite: c'est à la campagne qu'elles devraient rouler sur les heures de bureau, pas en ville. Et les côtes, vicieusement en pente. Et les délinquants du pneu ou du



no-parking-19/7. Et les errements de la météo. Et la machinerie capricieuse. Et ses opérateurs, qui ont bien le droit d'aller se sustenter chez la Mère Clavet...

D'accord, d'accord. Maintenant. Ça fait mille milliards d'années qu'il neige ici. Dans la soupe originelle (glacée) de Repentigny, les premiers protozoaires faisaient du patin. Au crétacé, les dinosaures d'Ahuntsic chaussaient des raquettes. Les autochtones outremontais du X^e siècle maniaient des pelles en queue de castor. Le sieur de Maisonneuve a fait des bons-hommes de neige dans la rue de la Commune. Alors, bon dieu de bon sang, ses successeurs devraient subodorer ce qui va nous tomber dessus au début de décembre, non ?

Montréal n'est plus capable de faire grand-chose, on le sait, pas de problème. Mais plus capable de déneiger ?

Ça, ça nous scie le sapin.

La fin d'une époque



akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

Le rachat de BCE par Teachers' est mort hier de sa mort annoncée. L'échec de cette énorme acquisition par endettement marque la fin d'une époque enfiévrée où les marchés ont voulu croire que tout était possible.

La transaction endetterait BCE au point de la rendre insolvable, a conclu récemment la firme KPMG en évoquant « les conditions actuelles du marché ». Dès l'annonce de l'opération, il y a 18 mois, il s'est trouvé des sceptiques pour douter de sa viabilité. Mais ils étaient

Une époque enfiévrée où les marchés ont voulu croire que tout était possible.

alors en minorité. Un an et demi de débâcle économique a fini par leur donner raison. Cette privatisation ratée aura de la compagnie au cimetières des montages financiers. Selon l'agence Bloomberg, plus de 55 milliards de dollars d'acquisitions par endettement ont tourné court depuis le mois d'août 2007. Et plusieurs autres transactions ne se sont conclues qu'au prix d'énormes concessions.

Une porte se referme aussi pour les patrons qui peinent à faire monter leur titre en Bourse. Nombre d'entre eux ont réussi à sauver la face en trouvant un acquéreur disposé à payer une forte prime pour mettre le grappin sur leur société.

Échappé belle



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Des politiciens ont prôné une intervention de la Caisse de dépôt afin de garder au Québec le contrôle de fleurons de l'économie québécoise tels BCE et Alcan. Les événements des derniers jours démontrent que le gouvernement et la Caisse ont bien fait d'ignorer ces représentations.

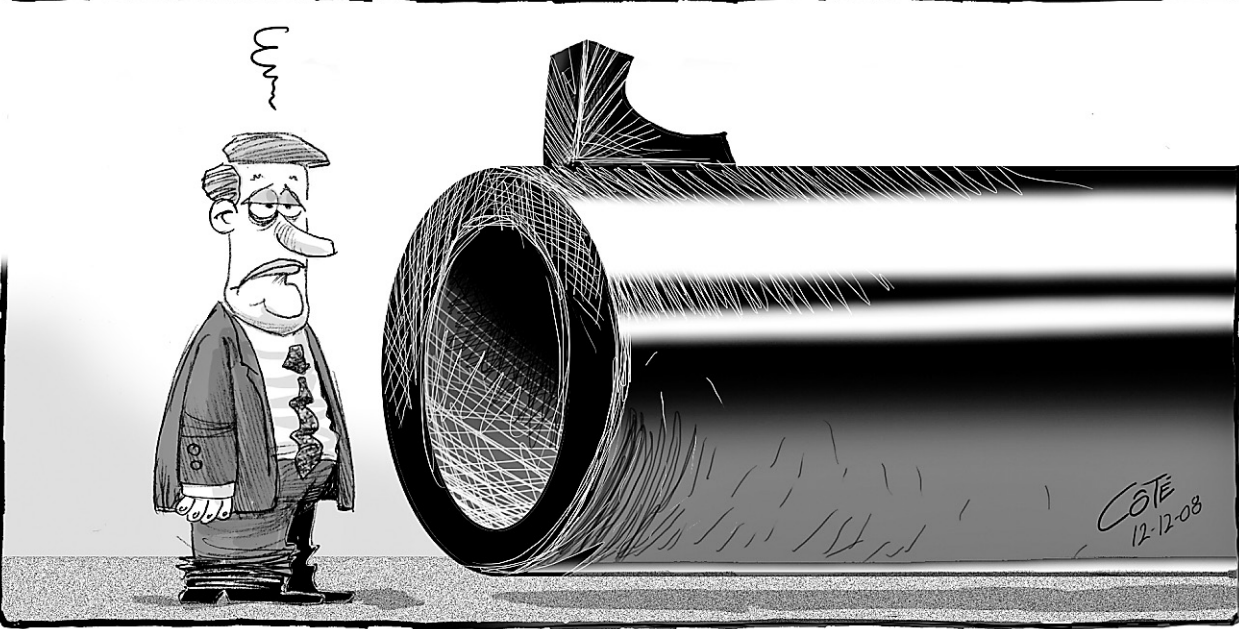
Pour empêcher l'acquisition de BCE et d'Alcan par des intérêts hors Québec, la Caisse aurait dû investir plusieurs milliards. La Caisse aurait ainsi risqué une part substantielle des retraites et autres actifs des Québécois. Rappelons que Teachers proposait d'acheter BCE pour 52 milliards et que Rio Tinto a acquis Alcan pour 38 milliards.

Pour ce qui est de BCE, l'échec de la transaction montre que les

fonds de la Caisse auraient été investis pour rien. Dans le cas d'Alcan, Rio Tinto se retrouve aujourd'hui en difficulté. Traînant l'énorme boulet de la dette contractée pour acheter la multinationale canadienne, elle se trouve confrontée à une chute brutale des prix des métaux.

Que serait-il arrivé si la Caisse avait acquis une part importante d'Alcan? Quelles pertes lui aurait fait subir la baisse du prix de l'aluminium (-35%)? L'entreprise, dans les faits nationalisée, serait-elle en mesure de comprimer ses dépenses, voire de fermer certaines de ses installations?

Certes, le gouvernement doit agir pour que les centres de décision de notre économie restent au Québec. Cependant, il doit le faire dans la limite de ses moyens. Et son action ne doit pas passer par la Caisse, dont le seul objectif devrait être d'assurer un rendement solide pour les fonds qu'elle gère.



apcote@lesoleil.com

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Prévoyez un long hiver...

Lorsqu'on entend le frère de l'autre nous dire, sans rire, qu'il ne s'attendait pas à 20 cm pour expliquer le fiasco de mardi et que, en plus, il blâme les météorologues, eh bien! chers concitoyens, prévoyez un long hiver !

Daniel Fortin, L'Île-des-Sœurs

Il faut reconnaître l'ADQ



La Presse nous apprend que Pauline Marois s'oppose à la reconnaissance de l'ADQ de Mario Dumont comme groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Est-ce là le type de démocratie que nous réserve le Parti québécois après une éventuelle indépendance? Le Parti libéral semble prêt à reconnaître l'ADQ

comme groupe parlementaire. Est-ce que Jean Charest va reculer devant Pauline Marois? Dans l'intérêt de notre vie démocratique où le taux de participation baisse d'élections en élections, il est primordial de donner une voix à l'ADQ à l'Assemblée nationale. Le PQ ne représente que 35 % des électeurs, ne l'oublions pas. Il n'a pas à dicter au peuple québécois ce que ce dernier doit entendre ou pas à l'Assemblée.

Pierre Larochelle, Saint-Jean-sur-Richelieu

Et si on exigeait le quorum?

Pour prendre des décisions légales dans une assemblée, quelle qu'elle soit, la première obligation est d'avoir quorum. Le 8 décembre, les libéraux ont gagné leurs élections avec 1,4 million de votes, soit 24 % des électeurs inscrits, alors que 43 % des électeurs se sont absentés des urnes. Cela fait 2,5 millions de personnes qui se sont abstenues, car elles ne voulaient pas de ce gouvernement. Ne serait-il pas temps que le directeur général des élections décide d'un seuil de validité des élections? Un quorum, autrement dit! Les absents ont-ils vraiment toujours tort? Peut-on logiquement penser être majoritaire avec 24 % des électeurs? Voilà beaucoup d'interrogations qu'apportent les dernières élections.

Gilbert Blachon, Rivière-du-Loup

Pas de quoi pavoiser!



Quelqu'un peut-il me dire de quoi Jean Charest et Pauline Marois peuvent bien se féliciter au lendemain des élections provinciales? Après n'avoir eu

le suffrage que de 24 % et 20 % des Québécois respectivement, il me semble qu'il n'y a pas de quoi pavoiser. Les deux «grands» partis n'obtiennent même pas le soutien de la moitié de l'électorat à eux deux. Ces gens devraient être consternés, et non béatement satisfaits. Pourtant, durant les deux campagnes fédérale et provinciale, l'opinion publique a clairement manifesté son rejet des campagnes fondées sur le dénigrement et l'invective plutôt que sur un programme et des convictions. Ce même électorat qui avait aussi indiqué qu'il ne voulait pas d'élections. Mais non! Notre brillante élite québécoise, qui n'a que faire des états d'âme de la populace n'en a fait qu'à sa tête, en déclenchant des élections impopulaires et en menant une campagne aussi sale et agressive que pauvre en idées.

Philippe Riondel

Une idée qui coûte cher

Je suis toujours étonné par la tournure du scrutin provincial. Certains électeurs ne se donnent pas la peine de se déplacer, d'autres votent pour un nom ou un visage. Il est stupéfiant de constater que la plupart des gens n'ont aucune idée des enjeux sur la table. Dans mon milieu de travail, plusieurs votent par conviction plutôt que par information. Le Québec vient de tenir des élections avec le plus bas taux de participation de son histoire et personne ne s'en formalise. Je suis profondément déçu que 35 % des inscrits ont choisi le PQ lors de ce scrutin. Nous voilà encore avec le spectre de la souveraineté pour le prochain mandat. Les souverainistes ne réalisent pas à quel point l'idée de la souveraineté coûte cher aux Québécois. Les coûts de la souveraineté pour la population du Québec depuis 30 ans sont inestimables. Tant que cette option sera viable, il nous en coûtera des millions par année en investissements perdus. Il est temps d'arrêter de rêver.

Éric Litalie

Qui est cet homme?

Qu'est-ce que c'est que cet homme, ce politicien, qui répond clairement aux questions qu'on lui pose, qui ne craint pas de prononcer les mots oui ou non quand on lui demande de trancher, dont le vocabulaire est riche et qui dégage une autorité naturelle qui inspire le respect? À première vue, avec Michael Ignatieff comme chef du Parti libéral, Stephen Harper ne pourra pas rester enlisé encore bien longtemps dans ses ornières intellectuelles et le Bloc québécois a intérêt, avec tout le mouvement souverainiste, à fourbir efficacement ses armes de persuasion auprès de la population. Voilà un adversaire redoutable qui risque de faire hausser d'un bon cran la qualité des débats! Il a beaucoup de charme, c'est vrai, mais également une dureté dans le ton et le regard qui à la fois inquiète et séduit.

France Marcotte, Montréal

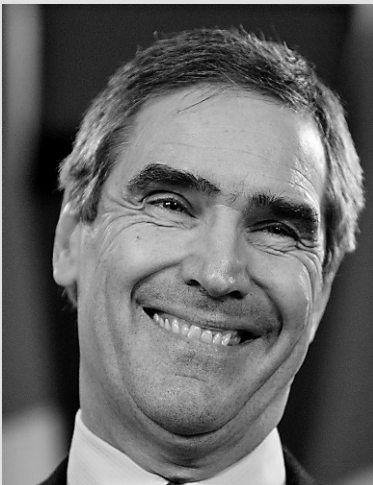


PHOTO SEAN KILPATRICK, PC
Michael Ignatieff



VOICI LA NOUVELLE A4. SON SYSTÈME SONORE BANG & OLUFSEN® VOUS ENTOURE DE 500 WATTS DE SON RICHE ET PUR. ET SON VOLANT MULTIFONCTION VOUS PERMET DE CONTRÔLER LA MUSIQUE SANS QUITTER LE VOLANT DES MAINS. AJOUTEZ À CELA LA RADIO SATELLITE SIRIUS® ET VOUS OBTIENDREZ UNE EXPÉRIENCE SONORE SE RÉSUMANT À DEUX MOTS : PUR BONHEUR. LA NOUVELLE A4. BRILLANTE.



La radio satellite SIRIUS® fait partie de l'équipement de série de la Audi A4 2009.

